



Ratssekretariat
Secrétariat parlementaire

6^{ème} procès-verbal du Conseil de ville / 6. Stadtratsprotokoll

Séance du jeudi 4 juin 2009 à 18 heures

Sitzung vom Donnerstag, 4. Juni 2009, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Olivier Ammann, Marc Arnold, Dana Augsburg-Brom, Niklaus Baltzer, Muriel Beck Kadima, Paul Blösch, Andreas Bösch, Patrick Calegari, Barbara Chevallier, Marc Despont, René Eschmann, Monique Esseiva, Pascal Fischer, Charlotte Garbani, Pierre-Yves Grivel, Urs Grob, Samuel Grünenwald, Christoph Grupp, Roland Gurtner, Hanspeter Habegger, Markus Habegger, Peter Isler, Stefan Kaufmann, Hans-Ulrich Köhli, Sabine Kronenberg, Nina Kuhn, Thomas Lachat, Teres Liechti Gertsch, Fiorella Linder, Christian Löffel, Claire Magnin, Joseline Marti-Stolz, Émilie Moeschler, Franziska Molina, Michèle Morier-Genoud, Peter Moser, Cédric Némitz, Alain Nicati, Pierre Ogi, Martin Rüfenacht, Thomas Rüfenacht, Martin Scherrer, Béatrice Sermet-Nicolet, Fatima Simon, Heidi Stöckli Schwarzen, Andreas Sutter, Anna Tanner, Max Wiher, Sybille Zingg, Carine Zuber

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Urs Brassel, Gina Donzé, Werner Hadorn, Peter Mischler, Maurice Paronitti, Alain Pichard, Hugo Rindlisbacher, Daphné Rüfenacht, Ariane Tonon, Martin Wiederkehr

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Hans Stöckli, Maire

François Contini, Erich Fehr, Hubert Klopfenstein, Pierre-Yves Moeschler, Barbara Schwickert, René Schlauri, Silvia Steidle

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Olivier Ammann, Président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Pio Pagani, Chancelier ad intérim

Behandelte Geschäfte / Affaires traitées	Seite/Page
105. Approbation de l'ordre du jour	266
106. Communications du Bureau du Conseil de ville	266
• Prolongations de délais	267
• Décomptes de la compétence de la CDG	267
• Prolongations de délais	267
107. 20090077 Adaptation de l'art. 15 du Règlement de l'entreprise municipale non autonome Energie Service Biel/Bienne (Règlement ESB; RDCo 741.1) / Création d'une base réglementaire pour la taxation des installations d'extinction	268
108. 20090129 Chemin de la Roseraie et Faubourg du Jura / Renouvellement des conduites industrielles	279
109. Motivation de l'urgence du postulat 20090210, Charlotte Garbani / Anna Tanner, Groupe socialiste, "Quel avenir pour les apprentis sortant de l'Administration municipale?	284
110. Motion 20080330, Sonja Gurtner, hors parti, "Élaboration d'un concept pour les animaux à Bienne"	285
111. Interpellation urgente 20090062, Claire Magnin, Les Verts Bienne, "Conséquences de la crise économique pour Bienne"	288
112. Motion 20080294, André de Montmollin / Erich Fehr, Groupe socialiste, "Pour une politique de renouvellement des droits de superficie en faveur des coopératives d'habitation"	291
113. Motion interpartis 20080264, Daphné Rüfenacht, Les Verts Bienne, Peter Isler, SP, Peter Moser, FDP, "Courant écologique pour l'Administration municipale"	293
114. Postulat interpartis 20080269, Daphné Rüfenacht, Les Verts Bienne, Peter Isler, SP, Peter Moser, FDP, "Courant écologique dans le mélange d'électricité standard"	293
115. Interpellation 20080428, Pierre Ogi, PSR, "Stand d'information de l'Église de Scientologie au centre-ville"	295
116. Motion 20080426, Marc Despont, PRR, "Meilleure traversée sud-nord de la ville de Bienne"	296
117. Postulat 20090028, Claire Magnin, Les Verts Bienne, "Pour un centre de rencontres pour les adolescentes et les jeunes femmes"	299
118. Motion 20080378, Heidi Stöckli Schwarzen, Groupe socialiste, "Immédiatement plus de sécurité pour les cyclistes!"	302
119. Motion 20080379, Carine Zuber, Groupe socialiste, "Sécurité accrue pour les cyclistes dans les passages sous-voies biennois"	307
120. Motion 20080380, Barbara Tanner, Groupe socialiste, "Prévention et information quant aux substances nocives dans les locaux"	308
121. Interpellation interpartis 20080381, Niklaus Baltzer, Groupe socialiste, Claire Magnin, Les Verts Bienne, "A5 - Que pense le Conseil municipal?"	309
122. Discours d'adieux	310
123. Nouvelles interventions	311

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Mesdames, Messieurs les Conseillers de ville, Mesdames, Messieurs les Conseillers municipaux, chers délégués de la Presse, je vous souhaite la cordiale bienvenue pour cette 6^{ème} séance du Conseil de ville.

Vous trouvez sur vos tables:

- Prospectus ROBI-INFO – Invitation à la fête Robi (cirque) le 6 juin 2009
- Immeubles de la Ville de Bienne: Rapport annuel 2008

Vu l'ordre du jour, nous ferons une pause aux environs de 19h30 - 19h45. Elle sera plus longue que d'habitude, car je dois réunir le Bureau du Conseil de ville, pour prendre des décisions importantes ce soir.

105. Approbation de l'ordre du jour

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: J'en arrive à l'ordre du jour. Vous avez reçu, par courrier, une demande du Bureau du Conseil de ville, d'ajouter un point concernant une prolongation de délai pour un postulat. Il s'agit du postulat 20080427, Conférence des Présidents de groupes "Utilisation des locaux du Conseil de ville". Je vous demande de l'ajouter à l'ordre du jour, sous le point 2a.

Il y a des demandes de report pour le point 12, interpellation 20080382, Hugo Rindlisbacher et pour le point 14, interpellation 20090029, Alain Pichard. Y a-t-il d'autres demandes de modification? Ce n'est pas le cas.

À la demande de Monsieur Stöckli, qui viendra plus tard, les points 6 et 7 seront traités après la pause.

L'ordre du jour est approuvé tacitement avec les présentes modifications.

106. Communications du Bureau du Conseil de ville

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Madame Nina Kuhn a donné sa démission du Conseil de ville. Ce soir, ce sera sa dernière séance. Nous prendrons congé d'elle en fin de soirée.

L'envoi des documents pour la séance des 24 et 25 juin aura lieu demain. Vous aurez donc, si tout va bien, les documents samedi ou au début de la semaine prochaine.

Le Bureau du Conseil de ville a reçu une requête des Organisations musulmanes concernant les cimetières. Elle est en cours de travail au Bureau du Conseil de ville.

Le Bureau du Conseil de ville a également traité le projet provisoire de la salle du Conseil de ville, pour la période allant d'août 2009 à juin 2010. Deux variantes sont discutées actuellement. Une proposition sera traitée lors de la prochaine séance du Conseil de ville du 24 juin 2009, en relation avec le dossier d'assainissement du Bourg, le bâtiment où nous nous trouvons actuellement.

D'autre part, notre Secrétaire parlementaire est toujours en congé maladie. Elle a toutefois un taux d'occupation, selon le certificat médical, de 20% jusqu'à mi-juin. La suite sera déterminée après la prochaine visite médicale, fixée à mi-juin.

Prolongations de délais

Pagani Pio, Chancelier ad intérim: Le Bureau du Conseil de ville a décidé, lors de sa séance du 19 mai 2009, de prolonger le délai de l'intervention suivante:

- Motion interpartis 20090027 Daphné Rüfenacht, Peter Isler, Peter Moser, "Renoncer au courant produit par des centrales au charbon" **jusqu'au 16./17.12.2009**
- Postulat urgent 20090096 Pierre-Yves Grivel, "Bâtiment de l'Union: rachat par la Ville?" --> **retiré**

Décomptes de la compétence de la CDG

Pagani Pio, Chancelier ad intérim: La Commission de gestion, lors de sa séance du 28 mai 2009 **a approuvé à l'unanimité, dans sa propre compétence**, le décompte suivant de la Direction des finances:

- **20050216** SAP – EWO / Softwarelösung / Abrechnung Verpflichtungskredit

Ensuite la CDG **a approuvé à l'unanimité, dans sa propre compétence**, les décomptes suivants de la Direction des travaux publics:

- **20070258** Anschaffung von 7 Kehrlichfahrzeugen / Abrechnung Verpflichtungskredit

Prolongation de délai

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: J'en arrive au point 2a, prolongation de délai pour le postulat 20080427, Conférence des Présidents de groupes "Utilisation des locaux du Conseil de ville". Vous avez reçu ces documents séparément. La parole est-elle demandée pour cette prolongation? Ce n'est pas le cas.

Vote

La prolongation de délai est acceptée.

107. 20090077 Adaptation de l'art. 15 du Règlement de l'entreprise municipale non autonome Energie Service Biel/Bienne (Règlement ESB; RDCo 741.1) / Création d'une base réglementaire pour la taxation des installations d'extinction

Grivel Pierre-Yves, au nom de la Commission de gestion: Le dossier concerne l'adaptation de l'art. 15 du Règlement de l'entreprise municipale non autonome ESB (Règlement ESB, RDCo 741.1) / Création d'une base réglementaire pour la taxation des installations d'extinction de l'eau dans les entreprises, c'est à dire une taxe sur les gicleurs d'incendie. Ces coûts n'étaient, jusqu'à ce jour, pas facturés et par conséquent englobés et payés par la collectivité.

J'aimerais rappeler quelques faits: les bases de financement des services d'approvisionnement en eau se trouvent dans la Loi cantonale sur l'alimentation en eau (LAEE) (RSB 752.32). Conformément à l'art. 10 LAEE, *"l'alimentation en eau, y compris celle des hydrants pour la protection contre le feu, doit s'autofinancer"*. L'alimentation en eau s'autofinance par des taxes de raccordement et des contributions uniques pour l'eau d'extinction, ainsi que par des taxes annuelles de base, d'extinction et de consommation. De plus, le Canton interdit aux communes de faire des bénéfices. Par contre, il exige que les comptes bouclent sur un équilibre, voir d'éventuelles réserves. Si les pertes ne peuvent plus être compensées, une hausse des tarifs des taxes devient nécessaire.

Depuis plusieurs années le résultat du compte de l'eau est négatif. Les réserves ne suffisent plus à couvrir les déficits. Le Conseil municipal a donc décidé d'augmenter les tarifs, afin de pouvoir satisfaire aux prescriptions cantonales. Le nombre d'installations de gicleurs mises en place dans les locaux des entreprises industrielles ne cesse d'augmenter, ce qui est une bonne chose. Le recours à des mesures de protection contre les incendies peut réduire jusqu'à cinq fois le montant des primes de l'assurance immobilière et les entreprises peuvent faire de réelles économies.

Les coûts à la charge de la Ville de Bienne pour le montage d'installations de gicleurs sont englobés dans les frais fixes, et sont jusqu'ici en majeure partie financés par la collectivité. Une taxe d'eau d'extinction, resp. une taxe pour les installations de gicleurs proportionnelle et conforme au principe de causalité pourrait générer des recettes de quelque 400'000 fr. par an, permettant ainsi de réduire d'environ 20% les hausses de tarif prévues pour la collectivité. Si le Conseil de ville n'approuve pas la présente modification, le Conseil municipal devra remanier l'ordonnance sur les tarifs de l'eau, et la collectivité s'accommoder d'une importante hausse tarifaire d'environ 20%.

Nous l'avons compris, il faut créer une nouvelle base réglementaire allant dans ce sens. Ce soir, nous faisons appel à la solidarité des entreprises. Certaines personnes diront que ce n'est pas le moment de taxer les entreprises et qu'une augmentation de taxes n'est de toute façon pas populaire. C'est vrai, mais soyons réalistes. Depuis plusieurs années aucune augmentation de taxes d'eau n'a été faite et que les déficits réels de ces trois et quatre dernières années l'ont prouvé. Je crois que c'est le moment de réagir.

Je voudrais aussi adresser mes remerciements à la Direction de la sécurité, qui a pris ce dossier en main de façon énergique, car cela fait déjà plusieurs années, que nous parlons de cette situation déficitaire. Au nom de la Commission de gestion, je vous propose d'accepter l'adaptation de l'art.15 (nouveau point 1) du Règlement d'ESB ainsi que le point 6 qui dit: *"les redevances périodiques sont subdivisées en une taxe de base dépendant de la dimension du compteur d'eau et en un prix relatif à la quantité, c'est-à-dire résultant de la consommation mesurée au moyen d'un compteur d'eau"*. Certaines personnes seront peut-être surprises qu'un membre du Parti radical fassent de telles propositions mais ici, je joue la carte de la Commission de gestion, c'est à dire de la solidarité par rapport aux autres groupements politiques. Je vous remercie de votre attention.

Grob Urs, Fraktion SVP/FPS: Der Gemeinderat sieht vor, mit vorliegendem Geschäft eine neue Gebühr für Löschanlagen einzuführen. Offenbar kam er auf diese Idee, weil die Wasserrechnung in Schiefelage geraten war. Die Fraktion SVP/FPS ist der Meinung, dass der Gemeinderat mit diesem Schritt den falschen Weg einschlagen will, denn damit werden bloss Symptome bekämpft. Das Problem wird damit aber nicht nachhaltig gelöst, denn es wird weiterhin Wasser gespart werden, wie dies schon seit Jahren der Fall ist. Somit wird innert Kürze über neue Gebühren diskutiert werden müssen. Vielmehr sind grundsätzliche Korrekturen gefragt - vor allem auf der Aufwand-Seite. Die Kostensituation muss in den Griff bekommen werden. Dass es auch günstiger möglich ist, sehen wir an den Wassertarifen anderer Städte.

Zudem stellen sich der Fraktion SVP/FPS grundsätzliche Fragen zur Kostenverteilung. Schaut man die Wasser-Rechnung 2008 des ESB genauer an (die Debatte dazu findet zwar erst in der zweiten Junisitzung statt...), so wirft dies folgende Fragen auf: Weshalb stieg der Aufwand für die Wasserbeschaffung enorm, obwohl der Wasserverbrauch beträchtlich einbrach? Dies geht doch nicht auf! Weshalb wird dem Bereich Wasser ein verhältnismässig übergrosser Anteil der allgemeinen ESB-Kosten aufgebürdet? Der Bereich Wasser weist Einnahmen von rund 12 Mio. Fr. aus; ihm werden ein Anteil von 4,3 Mio. Fr. der allgemeinen Kosten aufgeladen (die allgemeinen Kosten sind in der ESB-Rechnung als "Umlage Dienste" aufgeführt). Im Bereich Gas wird ein viermal grösserer Umsatz erzielt (rund 50 Mio. Fr.); ihm werden hingegen nur geringfügig mehr allgemeine Kosten aufgeladen (4,8 Mio. Fr.) als dem Bereich Wasser. Es ist interessant, die Entwicklung der letzten fünf Jahre zu verfolgen. Sie stellt eine Steigerung dar. Der Wasserrechnung wurden laufend mehr allgemeine Kosten aufgeladen, bei der Gasrechnung blieb die Steigerung gering. In den letzten fünf Jahren übernahm der Bereich Wasser 36% mehr, der Bereich Gas hingegen nur 2%. In meinen Augen und auch in den Augen meiner Fraktion stimmt dieses Verhältnis nicht!

Die Rechnung weist noch ein weiteres undurchsichtiges Konto auf: "sonstiger Betriebsaufwand". Der Wasserrechnung wird fast gleich viel belastet (gut Fr. 800'000.-) wie der Gas- und Stromrechnung zusammen (gut Fr. 874'000.-), obwohl der Bereich Wasser der kleinste dieser drei Bereiche ist. Das finde ich seltsam. In meiner Firma pflege ich unter "sonstiger Betriebsaufwand" Betriebsausflüge und Ähnliches zu verbuchen, für welche kein spezielles Konto besteht. Diese Kostenzuteilung hinterlässt ein schlechtes Gefühl und ich werde den

Verdacht nicht los, dass bei der Verteilung der allgemeinen Kosten ein grosser Teil der Wasserrechnung aufgebürdet wird. Soviel zum Grundsätzlichen.

Und nun zur Vorlage: Diese ist in vielen Bereichen unklar und argumentiert mit fragwürdigen Behauptungen. Was meine ich mit "unklar"? Es ist von einer zusätzlichen Gebühr für Löschanlagen die Rede, aber man erfährt nichts Genaues. Im Weiteren spricht der Gemeinderat im Bericht zumeist von Sprinkleranlagen. Auch das ist unklar. Im Reglementsentwurf wird nicht von Sprinkler-, sondern von Löschanlagen gesprochen. Ich halte hier fest, dass das nicht das Gleiche ist. Eine Sprinkleranlage stellt lediglich einen Teil einer Löschanlage dar, daneben gibt es noch zahlreiche andere Elemente wie beispielsweise Aussen-, Innenhydranten, Feuerlöschposten usw.. Was ist hier konkret gemeint? Von "Löschanlagen" sind nämlich nicht nur die grösseren, über eine Sprinkleranlage verfügende KMU's betroffen, sondern fast alle von uns, die irgendwo in der Einstellhalle oder im Mehrfamilienhaus einen Feuerlöschposten haben!

Zu den fragwürdigen Argumenten: Der Gemeinderat macht geltend, dass durch die Sprinkleranlagen (Wasserhaltung) Kosten entstehen, welche von der Allgemeinheit getragen werden. Mit Wasserhaltung ist jenes Wasser gemeint, das bereitgestellt werden muss, wenn es einmal brennt. Wenn keine Sprinkleranlage vorhanden ist, muss es vom Hydranten geholt werden. Das hat doch nichts mit der Sprinkleranlage zu tun! Eine Wasserhaltung muss übrigens auch vorhanden sein, wenn es beispielsweise zu einem Rohrbruch kommt (wie kürzlich in Basel). Das Argument, dass die Wasserhaltung wegen einer Sprinkleranlage erhöht werden müsse, ist total falsch - umso mehr wenn man in Betracht zieht, dass eine Sprinkleranlage etwas sehr Nützliches ist! Entsteht in einem Büro oder Lagerraum Feuer, tritt eine oder zwei Sprinkleranlagen in Aktion. Das braucht keine Unmengen Wasser! Gehen drei, vier solcher Anlagen los, braucht es in den zehn Minuten, bis die Feuerwehr zur Stelle ist, ungefähr soviel Wasser, wie zum Füllen zweier Badewannen benötigt wird. Ich bin froh, dass es Firmen gibt, die Sprinkleranlagen bauen, denn dies ist etwas sehr Sinnvolles. Gäbe es diese Anlagen nicht, müssten mehr Hydranten aufgestellt werden. Dazu müssten die Wasserleitungen genau gleich gross dimensioniert sein. Baut eine Firma eine Sprinkleranlage, zahlt sie die nötige Zuleitung übrigens selber und nicht die Allgemeinheit. Es ist also wünschenswert, dass Firmen Sprinkleranlagen anschaffen. Diese erfordern allerdings Investitionen von Hunderttausenden von Franken! Ich weiss, dass gewisse Firmen die Anschaffung einer solchen Anlage zwar überlegen, aus Kostengründen aber schliesslich darauf verzichten. Obwohl die Gebäudeversicherung diesfalls eine Prämienreduktion gewährt, geht die Rechnung für Viele doch nicht auf. Dies ist schade.

Abgesehen davon muss nach Meinung der Fraktion SVP/FPS berücksichtigt werden, dass viele KMU-Betriebe (gerade auch der grösseren, die im Exportbereich tätig sind) zurzeit ums Überleben kämpfen. Die von der GPK angesprochene Solidarität nützt ihnen nichts! So gesehen ist es gänzlich falsch, zum jetzigen Zeitpunkt eine solche Vorlage zu präsentieren, welche diese Firmen zusätzlich finanziell belastet. Im Moment wäre vielmehr Zurückhaltung oder Entlastung angesagt. Zusammenfassend: Die Fraktion SVP/FPS findet dieses Geschäft unüberlegt und den Zeitpunkt dazu falsch gewählt. Zudem fehlt ihr das Vertrauen, dass die allgemeinen Kosten des ESB den verschiedenen Bereichen richtig zugeteilt wurden. **Deshalb beantragt sie**

Rückweisung des Geschäfts, bis das Budget 2010 bereinigt ist, dies **unter folgenden Auflagen**:

- 1. Für das Budget 2010 muss die Kostenverteilungspraxis überarbeitet und beim Aufwand im Wasserbereich des ESB müssen Einsparungen gemacht werden**, damit die Kosten reduziert werden können.
- 2. Dieser Kostenverteilungsprozess wird von der GPK aktiv begleitet und überwacht.**

Zu den Wassertarifen möchte ich nicht viel sagen. Diese fallen in den Kompetenzbereich des Gemeinderats. Vielleicht kann im Rahmen der Anpassung an die Teuerung eine kleine Erhöhung vorgenommen werden. Möglicherweise wäre es jedoch sinnvoll, mit einer Erhöhung zuzuwarten, bis die von uns geforderte Überprüfung erfolgt ist. Danke für die Unterstützung dieses Rückweisungsantrags.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous avons donc une demande de renvoi de l'affaire 2009077. À partir de maintenant, la discussion se limite au renvoi de l'objet.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel: Ich äussere mich gegen diesen Rückweisungsantrag. Wie Sie gehört haben, gab es Jahr für Jahr ein Defizit bei der Wasserrechnung. Diese Defizite entstanden im Laufe der letzten Legislatur, dies unter anderem, weil jahrelang die Teuerung nicht angepasst wurde, was sicher nötig gewesen wäre. Warten wir nun zu, wird das Defizit immer grösser und es steht noch weniger Zeit zur Verfügung, um dieses Defizit wieder abzubauen. Deshalb ersuche ich Sie im Namen der Fraktion der Grünen, den Rückweisungsantrag nicht gutzuheissen.

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: Je reconnais largement les très grandes connaissances du Président du Conseil de ville en matière d'organisation des séances. Mais, je ne crois pas que la proposition de Monsieur Grob ait été formulée dans l'idée que ce soit une motion d'ordre. Je pose la question suivante au Président du conseil de ville: est-il prêt à renvoyer la votation sur le renvoi de l'affaire 2009077 jusqu'à ce que les différents représentants se soient exprimés et que nous sachions de quoi il s'agit?

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: La discussion sur le renvoi de l'affaire est lancée. Il s'agit d'une entrée en matière.

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Die Fraktion SP wird den Rückweisungsantrag ebenfalls nicht unterstützen, dies aus folgender Überlegung: Trotz des vorliegenden Rückweisungsantrags wird der Gemeinderat seinen Entscheid betreffend Tarifierhöhung nicht verschieben können, denn er ist von Gesetzes wegen gezwungen, zu handeln. Die Möglichkeit, die ihm aufgrund des Rückweisungsantrags noch zur Verfügung stünde, ist klar vorgegeben. Wie Sie der Tabelle (siehe Seite 4) entnehmen können, würden die Kosten nach dem zweiten Schlüssel verteilt (siehe untere graue Zeile), was allerdings für die Bevölkerung zu massiv höheren Tarifen führen würde. Der heutige Vorschlag des Gemeinderats besteht darin, im Kostenverteiler einen gerechten Ausgleich zu finden, indem einerseits die bisherigen, andererseits auch neue Kostenträger für die Kosten aufkommen müssen. Meiner Meinung nach wäre es gefährlich, einen der "Sozialpartner" davon auszunehmen und

den anderen die Kosten alleine tragen zu lassen. Das Argument, die Wirtschaft befinde sich in einer Krise, stimmt zwar, aber von dieser Krise sind auch die Angestellten betroffen... Es ist fraglich, ob der Entscheid überhaupt hinausgeschoben werden kann. Wenn der Gemeinderat jetzt entscheiden muss, wird er die zweite Variante wählen. Diese wird die Fraktion SP aber nicht unterstützen.

Arnold Marc, SP: Ich persönlich kann den Rückweisungsantrag der Fraktion SVP/FPS unterstützen, dies aus folgenden Gründen: Der vorliegende Bericht ist für mich nicht schlüssig. Es geht um das Thema Installationen / Infrastruktur. Ich bin zwar der Meinung, dass die Löschgebühr erhoben werden kann, aber die im Bericht aufgeführte Begründung ist meiner Meinung nach nicht ausreichend. Es wird geltend gemacht, dass die bestehende Infrastruktur unter Anderem wegen der Sprinkleranlagen nicht mehr genüge und überlastet sei. Ich erinnere Sie aber daran, dass die Stadt Biel in den 70er-Jahren den Grössenwahn hatte und davon ausging, dass unsere Stadt dereinst 100'000 EinwohnerInnen zählen werde. Die Infrastruktur wurde auf diese Annahme ausgerichtet. In ihrer Blütezeit wies Biel eine Einwohnerzahl von 65'000 auf. Zurzeit sind wir bei 50'000. Zudem gab es Industrien (Umformtechnik, Pressbearbeitung und Spritzgusstechnik), welche extrem viel Kühlwasser beanspruchten. Diese sind unterdessen verschwunden (GM, Mikron, Hauser usw.). Deshalb kann ich kaum glauben, dass die Infrastruktur tatsächlich dermassen überlastet ist. Kommt Folgendes hinzu: Im Bericht, welcher die Privatisierung aller Bereiche des ESB vorschlug, schrieb der Gemeinderat, dass die bestehende Infrastruktur auf Jahrzehnte hinaus genüge und mit keinen weiteren Investitionen zu rechnen sei. Hier widerspricht er sich.

In letzter Zeit wurden grosse Bauprojekte angegangen: Land wurde im Baurecht abgegeben oder verkauft und es wurden grosse Gewinne mit Liegenschaften erzielt. Meiner Meinung nach ist klar, dass ein Teil dieser Gewinne für den Unterhalt der Infrastruktur eingesetzt werden sollte. Es geht ja nicht nur um die Leitungen selber, sondern auch um Pumpwerke, Wasserreservoirs usw., welche ermöglichen, dass der nötige Druck erreicht wird. Weist die Infrastruktur tatsächlich Mängel auf, so sollten diese meiner Meinung nach mit den erwähnten Gewinnen behoben werden. Diese Gewinne wurden aber "vernichtet", indem das Geld in Sonderkassen abgelegt wurde und Rückstellungen und übermässige Abschreibungen vorgenommen wurden. Allerdings ist keiner der Gemeinde- und Stadträte, die in den 40er-, 50er- und 60er-Jahren den Leitungsbau beschlossen, noch im Amt. Ich behaupte, dass diese Leitungen schon längstens amortisiert sind. Deshalb kann ich mich der Meinung des Gemeinderats nicht anschliessen. Kommt dazu: In meiner Motion 19990200 (Neuausrichtung der Wassergrundgebühr auf der Basis des sogenannten Belastungswertesystems) äusserte ich mich kritisch zum Wasseruhrensystem zur Ermittlung der Wassergrundgebühr und machte die Einführung eines Belastungswertesystems beliebt, welches auf der Anzahl Wasseranschlüsse beruht. Wenn diese Motion und jene von Herrn Franz Koller (Motion 19990201 "Revision des Wasserversorgungs-Reglements und Berechnung der Grundgebühr gemäss Belastungswerte") damals angenommen worden wären, so wäre das vorgeschlagene System obsolet.

Moser Peter, FDP: Ich spreche hier als Einzelsprecher. Herr Grob tat seinem Unbehagen gegenüber der fehlenden Transparenz der ESB-Rechnung kund. Wenn ich Sie richtig verstanden habe, Herr Grob, so sind Sie nicht gegen das Geschäft,

sondern Sie wünschen eine Verschiebung und mehr Informationen, damit Transparenz entsteht und das Vertrauen in den ESB gestärkt werden kann. Aus dieser Optik spricht nichts gegen eine Rückweisung des Geschäfts mit Auflagen. Ich gehöre zu jenen, die schon oft in Sachen ESB das Wort ergriffen haben und auch mein Unbehagen ist noch nicht ganz verschwunden. Wie Sie wissen, gehören zum ESB drei Bereiche: Wasser, Gas und Elektrizität. Ich weiss, dass Herr Münch mich anschliessend massregeln wird, wenn ich jetzt sage, dass der Bereich Strom einen Monopol-Betrieb darstellt, in welchem der ESB mehr oder weniger tun kann, was er will. Im Bereich Gas herrschen bereits ein wenig marktwirtschaftliche Verhältnisse, indem die Preise der Umgebung angepasst werden müssen. Im Bereich Wasser darf kein Gewinn erzielt werden. Der ESB liefert durchschnittlich über 10 Mio. Fr. an die Stadtkasse ab. Aufgrund der intransparenten Rechnung kann rasch der Eindruck entstehen, dass die Fixkosten auf jene Sparte abgewälzt werden, bei welcher die KonsumentInnen nicht ausweichen können. Damit ist der Bereich Wasser gemeint.

Herr Grob verlangt mehr Informationen. In dieser Hinsicht verstehe ich ihn, und ich schliesse mich seinem Wunsch an. Dass der Sicherheitsdirektion eine neue Gemeinderätin und dem ESB eine neuer Direktor vorstehen, ist eine Chance. Diese beiden hätten es mit der Rückweisung in der Hand, für Transparenz zu sorgen und damit das mangelnde Vertrauen in Kreisen des Gewerbes und auch der Politik wieder aufzubauen. Sie vergeben sich nichts, wenn Sie der Rückweisung zustimmen! Wenn diese beschlossen wird, wird das Geschäft dem Stadtrat im Herbst wieder unterbreitet. Er wird sich kaum dagegen stellen. Die Tarif-Erhöhung liegt, wie schon ein Vorredner erwähnte, in der Kompetenz des Gemeinderats. Wir vermuten eine einseitige Verteilung der Fixkosten, da wir keine genauen Unterlagen zur Hand haben. Die betroffene Gemeinderätin muss für mehr Transparenz sorgen. Helfen Sie mit und unterstützen Sie die Rückweisung! Danke.

Liechi Gertsch Teres, SP: Die Fraktion SP hat sich ja bereits geäussert. Ich füge nur noch eine kurze Bemerkung bei. Einerseits sage ich etwas Ähnliches wie Herr Moser, komme andererseits aber zu einer anderen Schlussfolgerung. Wir haben eine neue Sicherheitsdirektorin und einen neuen Direktor des ESB. Diesen können wir Fragen stellen. Es wäre jedoch gut, gewisse Dinge vor der Stadtratssitzung zu erledigen! Es braucht keine Rückweisung, wenn wir uns als GPK- oder Fraktionsmitglieder vor der Sitzung kündigt machen. Die GPK nahm Rücksprache mit Frau Schwickert und erhielt gewisse Zusatzinformationen. Die Fraktion SP tat dies ebenfalls. Wer an der Fraktionssitzung teilnahm, erhielt diese nützlichen Auskünfte. Meiner Meinung nach kann vermehrt Transparenz auch auf diesem Weg erreicht werden und man braucht alleine wegen dieses Arguments kein Geschäft zurückzuweisen.

Nicati Alain, PRR: La création d'une nouvelle taxe ne pouvait pas passer sans soulever de solides problèmes au sein d'une fraction qui se bat systématiquement contre toutes augmentations des charges fiscales. Ce qui est grave, c'est que le Conseil de ville doit traiter ce dossier au moment où nous avons tous reçu la première tranche d'impôts cantonaux pour 2009. Le Conseil municipal a attendu trois ans avant de réagir et ceci ne calme pas le jeu. Il aurait fallu pouvoir répondre, que l'analyse du compte de fonctionnement d'ESB (département de l'eau) montre clairement les motifs de l'augmentation des coûts d'environ 2 mio. fr. depuis 2006. La présentation de ces comptes diffère entièrement de la systématique des comptes et nous ne comprenons

pas assez pour expliquer par des chiffres les motifs de l'augmentation des coûts. Pourquoi les imputations aux services généraux (Umlage Dienste) passent de 3,3 mio. fr. en 2005 à 4,3 mio. fr. en 2008? Pour mieux comprendre, je pose la question au Conseil municipal. La position "Imputations aux services généraux" renferme 35% des coûts de l'eau. De quelles dépenses sont constitués ces 35%? Merci d'avance de la réponse en admettant que le Conseil municipal en ait une!

Dans le rapport il est dit: *"Le domaine de l'eau est devenu déficitaire pour deux raisons principales dont la première est le programme de remplacement des conduites (de gaz) en fonte grise"*. Est-ce vrai que les recettes ont diminué? Les ventes d'eau, de 2005 à 2008 sont les suivantes: 9,5 mio. fr., 8,9 mio. fr., 9 mio. fr. et 9 mio. fr. Où est la diminution? Dans le rapport, il est également mentionné que le Conseil municipal doit adapter les tarifs, car l'indice national des prix à la consommation a augmenté de quelque 18% depuis la dernière adaptation des tarifs voilà environ 16 ans.

Je remercie Monsieur Münch d'ESB pour les explications objectives fournies. Il est vrai, que lorsque j'ai présenté l'affaire au Groupe Forum, je n'avais aucun document et ce n'est pas de cette manière que nous travaillons au Conseil de ville. Dans cette situation, je pense qu'il est bien de ne pas prendre une décision ce soir et d'attendre les informations demandées par Monsieur Grob.

J'aimerais également savoir où figurera cette taxe dans les prochains budgets. D'autre part, cela serait le moment de prendre position sur le prix des taxes de raccordement et des contributions uniques pour l'eau d'extinction ainsi que des taxes périodiques de base et d'utilisation, et des taxes pour les installations d'extinction, pour les prochaines années. Le Conseil municipal est-il compétent tout seul pour augmenter le prix de ces taxes? Est-ce cela que nous voulons? Je vous remercie de votre patience et de votre attention.

Kaufmann Stefan, FDP: Von meinem Beruf her bin ich es gewohnt, dass ich für Entscheide die nötigen Grundlagen habe, welche richtig sind. Wie wir gehört haben, bestehen Zweifel bezüglich gewisser Konten des ESB. Wurden die allgemeinen Kosten wirklich korrekt verteilt? In der Fraktion Forum wurde heftig über einen allfälligen Rückweisungsantrag diskutiert. Weist ein Bericht objektiv gesehene Fehler auf, so habe ich Mühe, diesen als Entscheidungsgrundlage zu akzeptieren. Im Bericht steht, der Besitz einer Sprinkleranlage ergebe einen Prämienrabatt der Gebäudeversicherung von bis zu Fr. 100'000.– pro Kunde. Wenn berücksichtigt wird, dass ein Kunde Prämien zwischen Fr. 3'500.– und Fr. 5'000.– bezahlt, so weiss ich nicht, wie man auf einen solchen Rabatt kommt! Finde ich in einem Bericht einen solchen Fehler, so frage ich mich natürlich, ob er noch weitere Fehler enthält. Aufgrund des vorliegenden Berichts kann ich nicht mit gutem Gewissen entscheiden, ob eine Löschanlagegebühr eingeführt werden soll oder nicht. Meiner Meinung nach wäre es für den Stadtrat wichtig, Entscheidungsgrundlagen zu erhalten, die ihm für eine objektive Meinungsbildung dienen.

Calegari Patrick, SVP: Stehen wir unter Zeitdruck? Muss heute unbedingt über dieses Geschäft entschieden werden? Kann man die Argumentationen von Herrn Grob einfach wegschieben? Warum sollten wir nicht die Angelegenheit sorgfältig überdenken und dem Gemeinderat Gelegenheit geben, dem Stadtrat eine korrekte

Antwort zu erteilen? Herr Grivel sprach vorhin von Solidarität. Ich möchte nach dem heutigen Entscheid mit gutem Gewissen meinen MitbürgerInnen begegnen können, im Wissen, dass aus klar ersichtlichen und zwingenden Gründen der Wassertarif erhöht und die Gebühr für Löschanlagen eingeführt wurde. Meine Damen und Herren, heute könnte ich niemandem eine klare Antwort auf seine Frage geben, warum dies nötig sei und ich denke, dass es vielen meiner StadtratskollegInnen ebenso ergeht. Geben wir doch dem Gemeinderat die Chance, auf die Fragen von Herrn Grob (und auch von Herrn Nicati) klare Antworten zu liefern! Auch das Votum von Herrn Arnold hat mich gefreut und ich bedanke mich dafür. Ich bin der Meinung, dass wir für unsere Stadt einen guten Entscheid fällen sollten! Offenbar schloss die Wasserrechnung in den letzten Jahren defizitär ab. Wenn das, was Herr Grob zuvor darlegte, wirklich stimmt (unkorrekte Kostenverteilung), so hätten wir die Erklärung für die Defizite bereits gefunden! Wir könnten bei der Wasserrechnung wieder Gewinne schreiben - was ja zwar nicht erlaubt ist.

Meiner Meinung nach muss den aufgeworfenen Fragen gründlich nachgegangen werden. Es ist eine heikle Angelegenheit. Eine Tarifierhöhung ist - sofern sie berechtigt ist - angebracht, so was kommt auch in der Privatwirtschaft vor. Wenn beispielsweise die Löhne erhöht werden, so muss im gleichen Zug auch der Stundenansatz auf den Kundenrechnungen erhöht werden. Oder wenn ich beispielsweise für die Entsorgung von alten Pneus mehr bezahlen muss, so muss ich dies den Kunden entsprechend verrechnen. Vorliegend soll eine neue Gebühr eingeführt werden, aber die Argumente dazu fehlen mir! Offenbar kennt die Fraktion SP die einschlägigen Argumente... Ich möchte vom Gemeinderat eine konkretere Antwort erhalten. Entscheiden wir doch in der Budgetdebatte mit gutem Gewissen darüber!

Die aktuelle Wirtschaftslage ist wirklich äusserst kritisch! Deshalb ist eine negative Botschaft der Stadt Biel, wie es die Tarifierhöhung und die Einführung einer neuen Gebühr darstellt, fehl am Platz! In der Zeitung ist zu lesen, dass die Banken die Hypothekarzinsen senken und das Baugewerbe ankurbeln wollen, dass die Leasingbanken den Leasingzinssatz senken, damit der Autokonsum wieder in Schwung kommt, aber die Stadt Biel will ausgerechnet jetzt eine neue Gebühr einführen, ohne dass Klarheit herrscht, ob dies wirklich nötig ist! Damit wird ein Unternehmen, welches eine Sprinkleranlage anschafft (d.h., Fr. 10'000.-, wenn nicht gar Fr. 100'000.- investiert) sozusagen bestraft! Ist das Solidarität?! Ist das eine gute Botschaft an unsere KMU's, an unsere Wirtschaft, welche sich auf der Ebene der Stadt Biel, des Kantons, aber auch der gesamten Schweiz in einer sehr heiklen Lage befindet?! Denken Sie daran, dass die Geschäftsinhaber zurzeit auf Gebühren sehr sensibel reagieren!! Lieber sponsere ich etwas für Sportferien oder einen Kulturanlass, das kommt dann von Herzen. Auf Gebühren reagiere ich sehr empfindlich! Eine solche muss sehr fundiert begründet sein, damit ich sie stillschweigend akzeptiere! Nehmen wir uns doch die nötige Zeit, damit wir anschliessend mit gutem Gewissen den Menschen auf der Strasse begegnen und ihnen gegenüber die neue Gebühr vertreten und begründen können! Einige mögen es vielleicht heute schon können - ich persönlich kann es nicht! Danke für Ihre Aufmerksamkeit.

Magnin Claire, Les Verts Bienne: Au début, j'étais contre le renvoi de l'affaire. Je suis favorable à l'introduction des taxes de raccordement et des contributions uniques

pour l'eau d'extinction ainsi que des taxes périodiques de base et d'utilisation, et des taxes pour les installations d'extinction.

Je propose de pouvoir entrer en matière sur le débat et entendre les réponses du Conseil municipal, afin de pouvoir, en toute connaissance de cause, me déterminer sur le renvoi de l'affaire ou non.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Madame Magnin, la demande de renvoi est assimilée à une motion d'ordre, selon l'art. 52 du Règlement du Conseil de ville. Donc, nous devons procéder au vote du renvoi, avant que vous ne puissiez poser vos questions.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Die Tariferhöhungen und die Einführung einer neuen Gebühr ist keine tolle Sache, das ist allen klar. Wir alle könnten uns angenehmere Vorlagen vorstellen und ich persönlich würde Ihnen gerne interessantere Geschäfte unterbreiten. Dennoch legt der Gemeinderat heute dieses Geschäft vor. Er ist sich bewusst, dass er dies in einer wirtschaftlich schwierigen Situation (für Unternehmen, aber auch für viele Privatpersonen) tut. Die Tarife müssen erhöht werden. Es wurde erklärt weshalb: Es gibt kantonale Vorschriften, wonach die Wasserrechnung innerhalb von sieben Jahren wieder ausgeglichen sein muss. Je länger zugewartet wird, desto mehr steigt das Defizit und desto kürzer wird die Frist, die für das Erreichen einer ausgeglichenen Rechnung zur Verfügung steht. Wenn das Geschäft vertagt wird, kann die Gebühr für Löschanlagen wohl etwa auf Beginn des neuen Jahres eingeführt werden. In der Tat kann man sich fragen, ob das Geschäft nicht schon früher hätte unterbreitet werden sollen. Die GPK hat diese Frage aufgeworfen. Ich hätte dies begrüsst, denn in diesem Fall wäre die wirtschaftliche Situation und auch die Situation der Wasserrechnung noch besser gewesen. Darüber kann lange diskutiert werden, das ändert aber nichts an der Tatsache, dass in dieser Sache kein Entscheid getroffen wurde. Deshalb bin ich verpflichtet, Ihnen heute dieses Geschäft zu unterbreiten.

Verschiedentlich wurde gesagt: Dann geben wir halt dem Finanzdirektor eine Million weniger! Dafür wäre ich sofort zu haben... Leider ist dies nicht die zutreffende Fragestellung. Weder ist eine Quersubventionierung der Wasserrechnung innerhalb des ESB erlaubt, noch darf das Defizit beispielsweise über Steuereinnahmen oder frühere Landverkäufe (es wurden diverse Spezialfinanzierungen erwähnt) ausgeglichen werden. Dies wird im Bericht erklärt. Das heisst, dass der Bereich Wasser für die von ihm generierten Kosten selber aufkommen muss. Diese Vorgabe ist wichtig. Wenn Sie heute der Meinung sind, das Geschäft sollte vertagt werden (was ich nicht unterstützen kann), so müssen Sie sich bewusst sein, dass monatlich rund Fr. 120'000.– zusätzliche Schulden angehäuft werden. Wenn die neuen Tarife und die Gebühren für Löschanlagen auf den 1. September 2009 in Kraft gesetzt werden können, so beläuft sich das Defizit auf 2,5 Mio. Fr.. Sie müssen sich bewusst sein, dass bei einer Aufschiebung der vorgeschlagenen Massnahmen das Defizit weiter wächst, und dass die Frist, die für das Erreichen einer ausgeglichenen Rechnung zur Verfügung steht, kürzer wird.

Ich wusste nichts von einem bevorstehenden Rückweisungsantrag. Ich nehme aber an, dass die Fraktionen darüber informiert wurden; ich wurde leider nicht in Kenntnis gesetzt. Eine solche Information wäre sehr hilfreich gewesen. Herr Grob stellte heute

Abend eine Menge inhaltlicher Fragen und unterbreitete eine grosse Anzahl von Zahlen und Fakten. Ich wäre froh gewesen, wenn diese der Sicherheitsdirektion vorgängig in irgendeiner Form mitgeteilt worden wären. Verstehe ich Herrn Grob richtig, so hat er (und auch andere Ratsmitglieder) Fragen zu den Verbuchungen des ESB unter den Konten "Umlage Dienste" und sonstiger Betriebsaufwand" der Rechnung 2008, welche an der nächsten Sitzung behandelt werden wird, und zu deren Budgetierung für 2009. Wenn Fragen auftauchen, gibt die Sicherheitsdirektion sehr gerne Auskunft und legt auch gerne die Zusammensetzung solcher Kosten offen. Zur Wasserrechnung lässt sich grundsätzlich sagen, dass es sich hierbei um eine sehr streng kontrollierte Rechnung handelt. Nicht nur die Finanzdirektion, bzw. die Finanzkontrolle, die BDO Visura, sondern auch der Kanton prüfen diese Rechnung sehr genau (weil es sich um einen Monopol-Bereich handelt). Der springende Punkt hierbei ist, dass letzterer vor allem auch kontrolliert, dass keine Kosten, die in den Bereich Gas und Elektrizität fallen, über die Wasserrechnung abgerechnet werden.

Der Rückweisungsantrag liegt mir nicht schriftlich vor. Wenn ich ihn richtig verstanden habe, beinhaltet dieser, dass die Konten überprüft werden, dass offengelegt wird, wie man zu den Zahlen in der Rechnung gekommen ist und wie künftig budgetiert wird. Zudem soll die GPK diesen Vorgang begleiten. Die GPK hat die Prüfung der Rechnung 2008 noch vor sich. Ich schlage Ihnen deshalb vor, diese zu bitten, auf diesen Punkt speziell zu achten und an der nächsten Stadtratssitzung darüber Auskunft zu erteilen. Ein solches Vorgehen scheue ich in keiner Weise, denn die Sicherheitsdirektion wird sehr genau darlegen können, wie sich die erwähnten Kosten zusammensetzen und sie könnte dem Stadtrat dazu auch Bericht erstatten. Das Budget 2010 wird wie anhin erstellt werden, weil der Gemeinderat überzeugt ist, dass die Aufwände jeweils richtig zugeordnet werden. Ich hatte nicht viel Zeit, mich mit Ihren Fragen auseinanderzusetzen, ich sehe aber nicht ein, weshalb der Stadtrat das Geschäft zurückweisen sollte. Sie können es ruhig annehmen! Zugleich können Sie die GPK beauftragen, die entsprechenden Konten genau zu überprüfen und im Rahmen der Rechnungslegung darüber zu berichten. Ich wäre sehr froh, wenn der Entscheid heute gefällt würde. Wie gesagt, läuft das Defizit sonst weiter auf. Ich habe Mühe, dies zu verantworten. Es liegt nun am Stadtrat, zu entscheiden. Soviel zum Rückweisungsantrag. Zum Inhalt des Geschäfts, bzw. zu weiteren Fragen, werde ich mich selbstverständlich ebenfalls noch äussern, falls dies gewünscht wird.

Grob Urs, SVP: Ich danke Frau Schwickert für ihre Antwort. Mir ist klar, dass sie den vorgängig, langen Prozess nicht miterlebt hat. Die Differenz der Jahre 2003 bis 2008 beim Konto "Umlage Dienste" bleibt für mich fraglich. Es handelt sich um Lohn-, Büro- und Sozialkosten, Kosten also, die mit dem Personal zu tun haben. Ich frage mich, weshalb im Bereich Wasser eine Steigerung um fast 1,2 Mio. Fr. im Verlauf dieser fünf Jahre festzustellen ist, hingegen nur um Fr. 120'000.– im Bereich Gas für den gleichen Zeitraum. Das geht doch nicht auf! Das ist alles, was ich wissen will. Falls bei dieser Zuteilung etwas schief laufen würde, so bestünde eigentlich gar kein Defizit bei der Wasserrechnung! Diesfalls müssten nicht neue Gebühren geschaffen werden. Es mag wohl sein, dass der Kanton diese Rechnung prüft. Wie soll er aber eine falsche Zuteilung erkennen? Beim ESB sind die gleichen Leute für die Bereiche Wasser und Gas zuständig. Wie soll eine aussenstehende Stelle diese Vorgänge kontrollieren? Das geht doch nicht! Der einzige Bereich, in welchem in letzter Zeit Personal angestellt wurde, war der Marketingbereich. Diese Kosten dürfen aber nicht

dem Bereich Wasser belastet werden. Vielmehr müssen sie dem Bereich Gas zugeordnet werden! Irgend etwas stimmt nicht! Deshalb wünsche ich, dass der Stadtrat eine saubere Entscheidungsgrundlage erhält, bevor er eine Tarifierhöhung und eine zusätzliche Gebühr beschliesst. Auf die drei Monate kommt es nun auch nicht mehr an! Ich bin überzeugt, dass hier ein Hund begraben liegt! Danke.

Nicati Alain, PRR: Si la demande de renvoi est refusée, il ne restera pas d'autres solutions aux membres de la droite, que de refuser le projet d'arrêté du rapport.

Despont Marc, PRR: En tant que spécialiste de l'eau, je dois aussi prendre la parole. Monsieur Grob vous a déjà donné des informations techniques. Le gicleur, c'est très compliqué. Le calcul se fait par des spécialistes et dans le rapport il est expliqué qu'un décompte se fait uniquement en litres, respectivement en m³ par heure. Si on calcule (j'ai ces informations de mon frère qui est "sprinkériste" pour la Suisse romande) suivant le degré de protection incendie que l'on doit avoir, les taxes annuelles s'élèvent entre 1'500 fr. et 18'000 fr. selon l'entreprise. À Bienne, il y a sûrement cent entreprises qui possèdent des gicleurs. J'ai demandé à Monsieur Münch qui m'a dit qu'il y en a effectivement une cinquantaine. Donc, nous allons prendre une décision pour cinquante entreprises.

Autre problème technique: le gicleur demande une certaine quantité d'eau. Au centre ville, le degré d'habitation des maisons est très dense et les conduites sont assez grandes. Lorsqu'une entreprise ou un magasin a besoin de gicleurs en périphérie, il faut installer une grande conduite. Ceci occasionne des frais lors de la construction, mais Monsieur Grob l'a dit, sur le terrain privé, c'est le particulier qui paye la conduite. Il y a ensuite des frais d'entretien (rinçage des conduites). Nous n'avons pas d'informations sur la ventilation de ces coûts. La taxe des compteurs ne jouent aucun rôle selon Monsieur Arnold parce que le gicleur n'a pas de compteurs.

En début de séance et au sein du Groupe Forum, j'ai dit que je soutenais cette taxe parce que c'est normal que l'utilisateur doive payer. Mais, avec les affirmations de ce soir et ma connaissance de ce problème (gaz, eau à ESB) au niveau des comptes, je vais soutenir le renvoi de cette affaire.

Je remercie Monsieur Münch ainsi que d'autres personnes d'ESB dont j'ai eu différents contacts ces dernières semaines.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Wichtig ist, dass der Stadtratspräsident nochmals den Inhalt des Rückweisungsantrags vorliest. So viel ich weiss, liegt er Ihnen nicht schriftlich vor. Ich habe ihn mir abgeschrieben. Die erste Auflage lautet: *"Wir fordern für das Budget 2010 eine Überarbeitung der Kostenverteilungspraxis..."* Die Kostenverteilungspraxis kann nicht einfach überarbeitet werden! Man muss diese gemäss der Sachlage vornehmen! Die Wasserrechnung darf nicht manipuliert werden! Ich warne Sie vor: Das einzige was der Gemeinderat tun kann, ist offenzulegen, wie er vorgeht. Hingegen kann er die Kostenverteilungspraxis nicht einfach überarbeiten, so dass sie Ihnen gefällt. Vielmehr muss dem Wasser belastet werden, was in diesen Bereich gehört! Das wird bereits heute so gehandhabt. Ich empfehle Ihnen deshalb wirklich, der GPK den Auftrag zu erteilen, diesen Vorgang im Zusammenhang mit der Rechnungslegung 2008 zu prüfen und anschliessend darüber zu berichten. Meiner Meinung nach ist der Rückweisungsantrag sehr

problematisch formuliert. Ich werde die Forderung nicht so erfüllen können, wie sie formuliert ist. Danke.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Cette proposition stipule (je lis le texte original en allemand): *"Wir fordern für das Budget 2010 eine Überarbeitung der Kostenverteilungspraxis und Einsparungen beim Aufwand im Wasserbereich."* En plus, ce point doit être soutenu activement par la Commission de gestion.

Vote

sur la proposition de renvoi de l'affaire 20090077

La proposition de renvoi est acceptée.

108. 20090129 Chemin de la Roseaie et Faubourg du Jura / Renouvellement des conduites industrielles

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Falls das Geschäft heute Abend genehmigt wird, erhöht der Stadtrat mit dieser Entscheidung das Defizit der ESB-Wasserrechnung. Es geht nämlich darum, neben den Abwasser- auch noch die Frischwasser-, sowie die Gas- und elektrischen Leitungen zu sanieren, respektive diese neu zu erstellen. Diese sind noch nicht abgeschrieben, weshalb die Rechnung um den hierfür notwendigen Betrag zusätzlich belastet wird. Dies nur als kleine Vorbemerkung. Ansonsten kann ich mich zum Geschäft kurz fassen: In der GPK war es unbestritten.

Bei diesem Geschäft geht es darum, die Erneuerung von Werkleitungen am Rosenheimweg und in der Juravorstadt zu genehmigen und dafür einen Verpflichtungskredit in der Höhe von 2,4 Mio. Franken zu sprechen. 1,9 Mio. Franken sind hierbei für die Abwasserleitungen vorgesehen, Fr. 250'000.– für Wasserleitungen und Fr. 200'000.– für Gas- und elektrische Leitungen. Diese Leitungen müssen erneuert werden, weil sich die Abwasser- und Regenwasserleitungen im Bereich Rosenheimweg in einem sehr schlechten Zustand befinden. Ausserdem muss die Durchlaufkapazität erhöht werden. Das Projekt sieht vor, dass im ganzen Bereich das Leitungsnetz koordiniert wird, weil im Gebiet Rosenheimweg heute alles drunter und drüber ist. Die Überlegung der Baudirektion war, dass es sich mittel- oder langfristig auszahlen wird, wenn die Leitungen in eine Trasse geordnet werden. In einem zweiten Schritt bemerkte man, dass es mittelfristig Sinn macht und sich auszahlt, auch im Bereich Juravorstadt die Regenwasser- und Abwasserleitung in einem Kanal zusammenzulegen. Dies ist der Grund für die Differenz zwischen der Investitionsplanung und dem vorliegenden Kredit. In der Investitionsplanung waren noch 1,2 Mio. Fr. vorgesehen, die heutige Vorlage rechnet aber mit 1,9 Mio. Fr.. Ich habe es bereits erwähnt: Die GPK hat das Geschäft geprüft und es einstimmig genehmigt und unterstützt damit den nicht budgetierten zusätzlichen Betrag von Fr. 700'00.– für den Bereich Juravorstadt.

Die GPK hat auch über den Zeitplan und das damit zusammenhängende Verkehrsregime diskutiert. Aufgrund diverser Rückmeldungen ist davon auszugehen,

dass die Nordachse bis zu Beginn dieser Leitungsarbeiten noch nicht fertiggestellt sein wird. Dennoch kann sich die GPK gut vorstellen, dass beide Arbeiten "in einem Aufwisch" erledigt werden können. Sollte es dennoch zu einer Überlastung der Verkehrsachsen kommen, wäre es noch möglich, die Arbeiten im Bereich Juravorstadt um ein halbes oder ganzes Jahr aufzuschieben, um die Fertigstellung der Nordachse zu ermöglichen. Die einspurige Verkehrsführung im Bereich Juravorstadt mit einer gesteuerten Lichtsignalanlage war in der GPK unbestritten. Die GPK geht davon aus, dass bei einer einspurigen Verkehrsführung der Baufortschritt beschleunigt werden kann und die Sicherheit für alle Verkehrsteilnehmenden (Velofahrende, FussgängerInnen oder AutofahrerInnen) dennoch gewährleistet wird. Erst heute Abend habe ich vom Antrag der Fraktion Forum Kenntnis erhalten, welche eine neue dritte Ziffer im Beschlussesentwurf anfügen möchte und darin den Gemeinderat auffordert, den Bereich Juravorstadt zweispurig zu führen. Meiner Meinung nach ist der Wunsch von der Fraktion Forum zwar entgegen zu nehmen, aber das Anliegen gehört nicht unbedingt in den Beschlussesentwurf, weil es nicht stufengerecht ist. Vielmehr handelt es sich um einen Wunsch an den Gemeinderat, welchen dieser prüfen soll. Mit diesen Bemerkungen empfiehlt Ihnen die GPK die Annahme dieses Geschäfts.

Despont Marc, au nom du Groupe Forum: Lors de la séance du Groupe Forum, la discussion sur cet objet a été soutenue. Les travaux à exécuter sont incontestés. La canalisation est devenue trop petite et par endroits, elle n'est plus étanche. Le remplacement des conduites industrielles au chemin de la Roseraie est judicieux. Malgré leurs jeunes âges, les riverains auront la paix pour les trente à cinquante prochaines années.

Notre problème se situe au niveau des travaux qui sont à entreprendre au Faubourg du Jura. De notre point de vue, les routes sont réalisées pour circuler et non pour y faire des trous avec des machines de chantier. Nous ne pouvons pas accepter, qu'un nouveau chantier bloque le trafic sur un axe si important, pendant au moins six mois. Ces derniers temps, en ville, les travaux sont nombreux. Il y a l'Axe nord: les travaux se déroulent bien et il est possible de circuler dans les deux sens. Les gros travaux se déroulent la nuit. La première étape sera terminée à la fin de l'année 2009. La rue de l'Argent est en travaux. Dès 2010, la deuxième étape de l'Axe nord va commencer.

Pour rappel, en 2004, le Conseil de ville avait accepté un postulat de Monsieur Moser, qui demandait au Conseil municipal de se battre contre les embouteillages créés pour nos propres besoins. C'est-à-dire, que nous créons des embouteillages, en creusant les routes. Pour plusieurs objets, cette considération n'a pas été prise en compte ces dernières années. Le Groupe Forum avait pensé renvoyer l'objet. Entre lundi et aujourd'hui, nous avons eu de nombreux téléphones entre nous et avec les différents partenaires de la Ville. Le Département des infrastructures nous a affirmé que tout serait mis en œuvre afin d'imposer le moins de restrictions possibles aux différents usagers de la route (transports publics et trafic privé). En fonction des discussions, **le Groupe Forum propose un ajout au projet d'arrêté.** Je l'ai distribué par écrit ce soir au Conseil de ville. J'estime que nous nous retrouvons le jeudi soir ici et que je ne dois pas informer tout le monde par courriel. Je suis plombier et pas bureaucrate! Les Présidents de groupes ont reçu une feuille jaune, le Directeur des

travaux publics également mais pas le Président du Conseil de ville. Je lui donnerai la mienne après!

Le Groupe Forum demande l'ajout d'un nouveau point 3. Je le lis en allemand car il s'agit de la version valable: *"Die Baustelle ist derart zu organisieren, dass auf dem Juravorstadt der Verkehr möglichst zweispurig zirkulieren kann. Der Fortschritt der Baustelle ist mit einer genügenden Präsenz der Bauunternehmung zu fördern."* En français: *"Dans la mesure du possible, le chantier est à organiser de façon à maintenir la circulation dans les deux sens au Faubourg du Jura. L'avancement des travaux doit être incité par la présence continue de l'entreprise de gros œuvre."* L'ancien point 3 serait modifié en point 4. En conclusion, je vous propose d'accepter la proposition du Conseil municipal, avec notre amendement. Merci de votre soutien.

Calegari Patrick, Fraktion SVP/FPS: Die Fraktion SVP/FPS spricht sich auch ganz klar für dieses Geschäft aus. Es ist notwendig, wie dies bereits von der GPK erwähnt wurde. Mir scheint, dass dem Beschlussesentwurf ohne weiteres ein neuer Punkt 3 hinzugefügt werden könnte. Alleine die Erwähnung des Wortes *"möglichst"* überzeugt mich, dass alle Beteiligten sich bemühen werden, dass kein, respektive so wenig wie möglich stehender Verkehr entsteht. Dieser ist nämlich schädlicher als der flüssige Verkehr. Wir alle sind darauf angewiesen, dass alles Notwendige vorgekehrt wird, damit kein stehender Verkehr provoziert wird. Meines Erachtens kann also der Antrag der Fraktion Forum durchaus befürwortet werden. Meine Fraktion unterstützt das Anliegen jedenfalls. Merci.

Grob Urs, SVP: Ganz kurz: Die Seite 6 hat einen Zusammenhang mit dem vorgängig diskutierten Geschäft (Investitionskosten für Gas und Wasser). Im Bericht werden die Investitionskosten von Fr. 250'000.– für zwei Gasleitungen und eine Wasserleitung aufgeführt, welche im gleichen Graben verlegt werden. Weiter unten können Sie lesen, dass je 50% dieser Kosten der Rechnung Wasser und der Rechnung Gas belastet werden. Es geht also um die gleiche Thematik wie beim vorhergehenden Traktandum...

Moser Peter, FDP: Ich bekenne mich als Urheber dieses Antrags der Fraktion Forum. Ich muss Frau Stöckli Schwarzen widersprechen. Sie können sich vielleicht an die Arbeiten vom Sommer 2007 an der Reuchenettestrasse erinnern. Der Verkehr wurde einspurig geführt. Aufgrund dieser ESB-Baustelle stand damals alles bis zum Bözingenfeld still. Meine Motion (20030317 "Kampf dem selbstproduzierten Verkehrskollaps"), welche vom Stadtrat erheblich erklärt wurde, verlangt unter anderem *"1. Bei allen von der Stadt (inklusive ESB) ausgeschriebenen Tiefbauarbeiten muss der Zeitfaktor im Kriterienkatalog an oberster Stelle gewertet werden."* Die Ausschreibung ist gemäss meinen heutigen Informationen noch nicht erfolgt, jedenfalls habe weder ich noch die damit Befassten etwas dazu in Erfahrung bringen können (vielleicht kann ja dann der Baudirektor etwas dazu sagen). Ich bin der Meinung, dass in zwei Schichten gearbeitet werden kann. Stellen Sie sich vor: An dieser Hauptverkehrsachse, welche vom Jura in die Stadt führt, wird von morgens 7.00 Uhr bis abends 18.00 Uhr gebaut. An Wochenenden ruhen die Arbeiten auf dieser Baustelle; der Verkehr kann aber dennoch nicht zirkulieren! Das ist doch ein Verhältnisblödsinn! Ich habe herausgefunden, dass im städtischen Polizeireglement (SGR 552.1) steht, dass die Strassen dem Verkehr zur Verfügung stehen. Dass sie

auch den Bauunternehmungen zur Verfügung stünden, steht nirgends, sondern nur dem Verkehr. In Ziffer 2 meiner Motion, die allerdings in ein Postulat umgewandelt werden musste, steht: *"Der Gemeinderat wird aufgefordert, bei jedem Kreditantrag für Tiefbauarbeiten zwingend den Einfluss der Arbeiten aus dem Verkehrsfluss aufzuzeigen und mögliche Verkehrslösungen aufzuzeichnen."* Auch dies ist im vorliegenden Geschäft nicht passiert. Gestern formulierte ich einen Rückweisungsantrag. Nach vielen Gesprächen gestern Abend und heute Morgen mit dem Baudirektor in Bern bin ich aber zum Entschluss gelangt, den Zusatz im Beschlussesentwurf zu beantragen. Ich möchte den Stadtrat nun inständig bitten, mitzuhelfen! Denken Sie daran, der Stau betrifft uns alle, die Velofahrenden und vor allen Dingen den öffentlichen Verkehr! Dies ist meiner Meinung nach schlimm. Meines Erachtens kann ein Mentalitätswechsel der Automobilisten, den Sie gerne erreichen möchten, nicht erreicht werden - und schon gar nicht bis anfangs 2010. Es wird nicht gelingen, die Autofahrer so zu beeinflussen, dass sie auf das Fahrzeug verzichten und ohne dieses nach Biel kommen... Sie werden nach wie vor per Auto kommen und mitten im Verkehrsstau wird auch der Bus stecken bleiben. Dazu muss ich sagen, dass ich - wenn ich schon in einem Stau stehen muss - dies lieber in meinem Fahrzeug tue als in einem öffentlichen Bus...! Ich habe selber Busse und weiss, wovon ich spreche. Helfen Sie also alle mit, diesen Druck auf die Baudirektion auszuüben.

Ich habe dem Baudirektor noch versprochen, dass ich ihn auch rühmen werde: Die Nordachse ist für mich ein Musterbeispiel. Eine weiteres Beispiel: Die Verkehrsregelung durch die Securitas vor dem Bahnhof geht zulasten der Baudirektion. Dies ist ebenfalls ein Muster, wie ein solches Projekt angepackt werden könnte. Auf die Baustelle Juravorstadt muss meines Erachtens auch ein solcher Druck ausgeübt werden. Eine einspurige Verkehrsführung, meine Damen und Herren, funktioniert nicht! Sie provozieren einen Stau bis hinauf zum Gebäude der Burgergemeinde. Funkgeräte in den Fahrzeugen des öV nützen nichts, da ihre Reichweite nicht bis zu den Ampelanlagen reicht. Wenn dann auch noch die Nordachse verstopft ist, steht alles still. Dies kann nicht sein! Allenfalls muss die Baudirektion etwas tiefer ins Portemonnaie greifen. Die Staustunden zahlt das Gewerbe, jede/r Einzelne von uns, der sich im Stau befindet! Dies sind wirtschaftliche Kosten, die es zu tragen gilt. Aus diesem Grund bitte ich alle, mitzuhelfen, den Druck aufzubauen, damit möglichst zweispurig an dieser Baustelle vorbei gefahren werden kann. Ich kann mir eine Regelung vorstellen, wie sie letztes Jahr am See - nach Ausüben von sehr viel Druck - bei einer Baustelle des ESB getroffen wurde. Man könnte zumindest den Personenwagenverkehr zirkulieren lassen, auch wenn es sehr eng ist. Der Gegenverkehr könnte durch die Securitas geregelt werden, beispielsweise, wenn Schwerverkehr passieren muss. Was mir Sorge bereitet, ist der PW-Verkehr! Sie können sich ja mal am Wochenende die Seevorstadt anschauen, wenn keine Lastwagen unterwegs sind: Der Freizeitverkehr verursacht den Stau und nicht die anderen. Danke für Ihre Unterstützung.

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Ich weiss nicht, ob ich falsch verstanden wurde. Ich habe mich weder als GPK-Sprecherin noch als Stadträtin gegen eine zweispurige Verkehrsführung ausgesprochen. Vielmehr ist die GPK der Meinung, dass die einspurige Verkehrsführung toleriert werden könnte, weil sich in jener Diskussion um den erwähnten Vorstoss zwei Interessen gegenüber standen: Bei zweispuriger Verkehrsführung wird langsamer gebaut und damit dauert die Baustelle länger, als

wenn der Verkehr über ein engeres Trasse geführt wird. Diesfalls kommen die Arbeiten rascher voran. Meines Erachtens stehen sich diese beiden Anliegen gegenüber und es gilt, damit klar zu kommen. Wenn die zweispurige Verkehrsführung möglich ist, so wird diese weder für mich noch für die Fraktion ein Problem darstellen. Die Idee, die Baustelle über das Wochenende mit Platten abzudecken, erachte ich als sehr gut und angemessen. Ich erwähnte vorhin als GPK-Sprecherin lediglich, dass ich (und vielleicht auch meine Fraktion) es nicht als zwingend notwendig erachte, den Beschlussesentwurf mit diesem Anliegen zu ergänzen, weil es lediglich um eine Prüfung dieses Anliegens geht. Das ist alles, was ich gesagt habe. Weder ich noch meine KollegInnen lehnen aber eine Überprüfung einer zweispurigen Verkehrsführung ab.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich kann es recht kurz machen: Das Geschäft als solches ist unbestritten. Die Leitungen müssen ersetzt werden und deshalb muss gegraben werden. Auch ich möchte dies natürlich lieber vermeiden, aber es ist nun einmal einfach notwendig. Das einzige "pièce de résistance" ist die Verkehrsführung. Auch mir ist es ein Anliegen, dass der Verkehr beidseitig zirkulieren kann. Ich wäre bei den ersten, die dies unterstützen. Es wurde richtig gesagt, dass es sich bei der Nordachse um eine komplexe Baustelle handelt, dass es die Baudirektion (allen Unkenrufen zum Trotz) aber geschafft hat, den Verkehrsfluss (manuell) optimal zu regeln. Die Baudirektion ist auch vorliegend bereit, eine optimale Lösung zu finden. Aus diesem Grund habe ich keine grossen Probleme mit dem vorliegenden Antrag, obwohl dieser operativ vorgreift. Ich wäre aber der erste, der Weisung erteilen würde, die Verkehrsführung zweispurig vorzusehen. Ich muss allerdings darauf hinweisen, dass es sehr eng werden wird! Die Breite der Strasse beträgt 3,80 m und dies ist eng! Vielleicht kann man aber zumindest partiell den Verkehr doppelspurig führen... Es entstehen Gräben mit einer Länge von rund 10 bis 20 m, die über das Wochenende mit Platten überdeckt werden können. Die Baudirektion wird alles versuchen; an mir soll es nicht liegen! Falls der Verkehr doppelspurig geführt werden kann, werden wir dies tun. Ich habe also kein Problem, diese operative Bestimmung in den Beschlussesentwurf aufzunehmen. Ich danke für die Zustimmung.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: La proposition du Groupe Forum demande un nouveau point 3 au projet d'arrêté. Je relis le texte en allemand: *"Die Baustelle ist derart zu organisieren, dass auf dem Juravorstadt der Verkehr möglichst zweispurig zirkulieren kann. Der Fortschritt der Baustelle ist mit einer genügenden Präsenz der Bauunternehmung zu fördern"*. Pour le texte en français, je me suis permis de faire deux petites corrections dans le texte: *"Dans la mesure du possible, le chantier est à organiser de façon à maintenir la circulation dans les deux sens au Faubourg du Jura. L'avancement des travaux doit être incité par la présence suffisante de l'entreprise de construction"*.

Vote

- sur la proposition du Groupe Forum, d'ajouter un nouveau point 3

La proposition est acceptée.

- sur le projet d'arrêté

Vu le rapport du Conseil municipal du 23 avril 2009 concernant "Chemin de la Roseraie – Faubourg du Jura / Renouvellement des conduites industrielles" et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le projet "Chemin de la Roseraie - Faubourg du Jura / Renouvellement des conduites industrielles" est approuvé et un crédit d'engagement correspondant de 2'400'000 fr. est octroyé à la charge du compte spécial des eaux usées pour un montant de 1'950'000 fr., du compte du gaz pour un montant de 125'000 fr., du compte de l'eau pour un montant de 125'000 fr. et du compte de l'électricité pour un montant de 200'000 fr.
2. Toute dépense supplémentaire due au renchérissement est d'ores et déjà approuvée.
3. Dans la mesure du possible, le chantier est à organiser de façon à maintenir la circulation dans les deux sens au Faubourg du Jura. L'avancement des travaux doit être incité par la présence suffisante de l'entreprise de construction.
4. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Le Conseil municipal est habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

109. Motivation de l'urgence du postulat 20090210, Charlotte Garbani / Anna Tanner, Groupe socialiste, "Quel avenir pour les apprentis sortant de l'Administration municipale?"

Garbani Charlotte, au nom du Groupe socialiste: Nous demandons l'urgence pour notre postulat car il concerne des mesures pour les apprentis sortant d'apprentissage cet été, c'est-à-dire dans deux mois à peine. De ce fait, l'urgence est claire. Merci.

Vote

sur la motivation de l'urgence du postulat 20090210, Charlotte Garbani / Anna Tanner, Groupe socialiste, "Quel avenir pour les apprentis sortant de l'Administration"

L'urgence est accordée.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous reprendrons la séance à 20h35.

Interruption de la séance: 19h30 - 20h40

110. Motion 20080330, Sonja Gurtner, hors parti, "Élaboration d'un concept pour les animaux à Bienne"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Le Conseil municipal propose de transformer les points 1 et 3 en postulat et de les radier du rôle comme étant réalisés et de rejeter le point 2.

Gurtner Roland, Passerelle: Je remercie le Conseil municipal de sa réponse. Toutefois, je la trouve en partie décevante. Il est incontestable que les demandes formulées dans la motion relèvent de la compétence exclusive du Conseil municipal et c'est pourquoi j'accepte la transformation de la motion en postulat.

J'en viens maintenant aux différents points de la motion. Je commencerai par le point 3 car c'est celui qui appelle le moins de commentaires. Je terminerai par le point 1, où je me permets de ne pas être d'accord avec le Conseil municipal, ce qui mérite quelques explications. Concernant le point 3 (octroi de subventions), l'argumentation du Conseil municipal est convaincante. Je reviendrai plus tard sur le contrôle de la gestion et des prestations fournies. Je suis d'accord que ce point peut être rayé du rôle.

Point 2 (commission pour la protection des animaux): dans l'état actuel des choses, l'idée d'une commission spéciale peut sembler prématurée. Le fait de regrouper, dans les mains d'une même direction, les compétences concernant les subventions aux organisations détenant des animaux constitue un premier pas dans la bonne direction. Cela permet d'avoir une vue d'ensemble et d'assurer une certaine coordination et un certain suivi. C'est pour cette raison, que je n'insiste pas sur ce point et accepte le refus du Conseil municipal de créer une telle commission. En revanche, en ce qui concerne le contact avec la population (information, demandes de renseignements, plaintes, etc.), la Direction de l'économie publique du Canton de Berne ne me semble pas être l'interlocuteur adéquat, même si c'est l'instance de contrôle prévue par la loi. Cette administration est bien trop éloignée et peu de citoyens auront envie de s'adresser à elle, pour autant qu'ils sachent que cette instance existe. Dans ce domaine sensible des animaux, rien ne vaut la proximité, le contact direct. Il serait hautement souhaitable de désigner, pour le bien-être des animaux, au sein de la Direction de la sécurité, une personne chargée exclusivement de s'occuper des animaux et de répondre aux préoccupations de la population. Une personne de contact, à laquelle les gens rencontrant des problèmes avec les animaux pourraient s'adresser, comme cela se fait à la Direction des travaux publics, où un responsable est chargé de s'occuper des questions relatives à la circulation cyclistes. Cette personne serait aussi chargée du contact avec les trois organisations concernées et du contrôle des prestations sur place. Mais, la création d'un tel poste sera peut-être l'objet d'une autre intervention parlementaire.

Concernant le point 1 (concept pour les animaux), il faut d'abord relever le fait que dans ses remarques générales, le Conseil municipal déclare qu'aucune disposition légale ne l'empêche d'élaborer un concept municipal pour les animaux. Pourtant, le Conseil municipal estime qu'il n'est pas nécessaire de le faire. Cette décision est regrettable. Le Conseil municipal manque l'occasion de définir sa politique, dans un domaine cher à de nombreuses concitoyennes et concitoyens, de reconnaître ainsi le

rôle important des animaux dans notre société et finalement de profiler la Ville comme une ville favorable aux animaux. Mais surtout, par le biais de contrats de prestations, la Ville accorde des subventions importantes à trois organisations: la Société de protection des animaux: 85'000 fr., la Colonie des Cygnes: 90'000 fr., le Parc zoologique de Bienne: 120'000 fr., ce qui donne un total de presque 300'000 fr. Ces subventions figurent au budget que nous approuvons. Nous aimerions être sûrs que cet argent est utilisé de manière sensée. Comment le Conseil municipal signe-t-il ces contrats, sans se faire une idée claire du mandat, qu'il entend donner à chacune de ces institutions? Il appartient donc au Conseil municipal de mener une réflexion afin de déterminer en conséquence les prestations que la Ville attend de la part de ces organisations. Pour cela, il faut bien que le Conseil municipal définisse sa politique en matière d'animaux, que ce soit sous forme de concept ou de ligne directrice. Il doit se positionner sur un certain nombre de questions essentielles:

- Quel est le rôle de chacune des trois organisations détenant des animaux, notamment le rôle pédagogique, c'est à dire l'importance du contact avec les animaux pour le développement émotionnel, social et cognitif de l'enfant?
- Selon quelle vision ces organisations doivent-elles se développer?
- Comment peuvent-elles contribuer à la bonne image de notre Ville? Par exemple, la Colonie des Cygnes doit-elle continuer à exposer des oiseaux exotiques?
- Sont-elles situées au bon endroit?
- Quelle est la politique de la Ville en ce qui concerne les chiens, les pigeons, les animaux sauvages (cygnes, mouettes, corneilles), les animaux migrateurs, la protection des sites de nidification?
- Qu'en est-il des animaux blessés? N'y aurait-il pas lieu de créer une station de soin, dotée de personnel compétent, comme c'est le cas à La Chaux-de-Fonds?
- Qu'en est-il de la communication avec la population? Ne conviendrait-il pas de diffuser des informations, des directives claires, des conseils à l'intention des amis des animaux et de créer une page spéciale sur le site internet de la Ville?

La réponse à ces questions et à de nombreuses autres fournira la base d'un concept. La Direction de la sécurité peut très bien mener des réflexions, en collaboration avec les organisations concernées et des spécialistes. Il n'est pas question d'accorder des subventions sans adopter des lignes directrices, simplement pour se donner bonne conscience. En refusant d'élaborer un concept, la Ville se soustrait à ses responsabilités. La réponse du Conseil municipal n'est pas satisfaisante. Le refus n'est pas suffisamment motivé. C'est pourquoi, j'estime que ce point ne doit pas être rayé du rôle. Je demande au Conseil municipal de revenir sur cette question.

En résumé, je suis d'accord de transformer la motion en postulat c'est à dire de suivre les propositions du Conseil municipal pour les points 2 et 3 de la motion. En revanche, **je propose de ne pas radier du rôle le point 1** et vous demande de soutenir cette proposition. Merci.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Ich danke Herrn Gurtner, dass er grundsätzlich mit dem vom Gemeinderat eingeschlagenen Weg einverstanden ist, auch wenn er nicht seiner, respektive der ursprünglichen Idee seiner Frau, entspricht. Ich denke, dass der Gemeinderat vorliegend einen wichtigen Schritt macht, zu welchem Sie, Herr Gurtner, uns den Anstoss gaben, nämlich die drei subventionierten Organisationen in einer Direktion zusammenzufassen. Dies macht sicher Sinn. Folgende Schritte hat der Gemeinderat bereits unternommen: Er hat die

Schwanenkolonie und den Tierpark angeschrieben und sie informiert, dass sie neu der Sicherheitsdirektion angegliedert werden sollen, und dass zu diesem Zweck mit ihnen Kontakt aufgenommen werde. Zuerst soll das Gespräch mit ihnen einzeln geführt werden, danach aber mit allen Organisationen gemeinsam an einem Tisch. Die Idee des runden Tisches soll also übernommen werden, auch wenn dazu kein Reglement vorgesehen ist. Inhaltlich zielt der Vorstoss durchaus in eine Richtung, die der Gemeinderat ebenfalls einschlagen möchte. Es macht Sinn, einen Austausch zu ermöglichen und die Zusammenarbeit zu verbessern, auch wenn die drei Organisationen anschliessend wieder in ihrer eigenen "Nische", oder ihrem eigenen Bereich tätig sein werden. Heute scheint diese Zusammenarbeit nicht sehr gut zu funktionieren. Das ist schade, denn die Organisationen könnten viel voneinander lernen (gerade die Tierschutzorganisation spielt in diesem Trio eine wichtige Rolle).

Bezüglich Ziffer 3 habe ich verstanden, dass Sie, Herr Gurtner, mit dem Vorschlag des Gemeinderats einverstanden sind. Was die Bildung einer Kommission anbelangt, zieht es der Gemeinderat vor, die Organisationen auf eine andere Art an einen Tisch zu bringen und den Austausch zu fördern und anschliessend zu schauen, ob daraus allenfalls etwas Anderes hervorgeht. Aus diesem Grund äussert sich der Gemeinderat zu Ziffer 1 dahingehend, dass er kein Konzept erarbeiten, sondern die Frage offen lassen möchte, um abzuwarten, ob sich aus dem Treffen allenfalls eine Publikation oder eine Information an die Bevölkerung ergibt. Dies ist unter Umständen möglich; der Gemeinderat möchte sich dies vorderhand aber offen lassen. Herr Gurtner wünscht sich eine klare Ansprechperson, er spricht sogar von einer Stelle. Diese Stelle, welche ein solches Konzept ausarbeiten könnte, gibt es in der Stadt Biel schlicht nicht. Wollte man eine solche, müsste dazu wohl ein separater Vorstoss eingereicht werden. Der Gemeinderat hat aber momentan nicht im Sinn, eine solche Stelle in der Sicherheitsdirektion einzurichten und es werden keine Abklärungen dazu getätigt. Hingegen wird Herr André Glauser dieses Dossier namens der Sicherheitsdirektion betreuen. Der Tierschutzverein war bereits bei ihm angesiedelt, daher wurden ihm ebenfalls die beiden übrigen Organisationen zugeteilt. Herr Glauser übt diese Aufgabe nebst vielen anderen aus, dies gilt es realistischerweise zu erwähnen. Aus diesem Grund wird er nicht viel Zeit haben, sich stark in diesen Prozess einzubinden.

Es wurde der Wunsch geäussert, der Gemeinderat soll sich positionieren und eine Rollenklärung vornehmen. Auch für den Gemeinderat ist es wichtig, dass die drei Organisationen an einen Tisch gebracht werden. Er möchte sich heute aber nicht auf ein Tierkonzept festlegen lassen. Deshalb empfiehlt er Ihnen, Ziffer 1 abzuschreiben und nicht vom Gemeinderat ein Konzept zu verlangen. Dies wird die Sicherheitsdirektion aber nicht daran hindern, die Organisationen zusammenzubringen und zu überlegen, wie die Situation verbessert und die Bevölkerung informiert werden könnte. Der Gemeinderat möchte daher diesen Aspekt erheblich erklären und gleichzeitig, da das Anliegen erfüllt ist, abschreiben lassen. Ich bitte Sie, dem Gemeinderat zu folgen und verspreche Ihnen gleichzeitig, dass der Gemeinderat nicht untätig bleiben wird. Zuerst müssen aber die Bedürfnisse der drei Organisationen in Bezug auf den gegenseitigen Austausch und die gemeinsame Entwicklung abgeklärt werden. Anschliessend können die weiteren Schritte definiert werden.

Gurtner Roland, Passerelle: J'aimerais remercier Madame Schwickert pour sa prise de position et son engagement dans le domaine des animaux. Je vois que nos demandes sont prises au sérieux et qu'il va se passer des choses. **Je maintiens tout de même la proposition de ne pas radier du rôle le point 1 (le concept)**, vu que le fait de réunir les trois organisations, de discuter avec elles du rôle et du sens de leur institution devra déboucher fatalement sur un concept. Donc, à mon avis, l'idée doit être poursuivie. Merci.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: La parole n'est plus demandée. Nous passons au vote. Le Conseil municipal propose d'accepter les points 1 et 3 sous forme de postulat, de les radier du rôle et de rejeter le point 2. Monsieur Gurtner propose d'accepter le point 1 mais de ne pas le radier du rôle.

Vote

Opposition des propositions de Monsieur Gurtner et du Conseil municipal

La proposition du Conseil municipal l'emporte sur la proposition de Monsieur Gurtner.

111. Interpellation urgente 20090062, Claire Magnin, Les Verts Bienne, "Conséquences de la crise économique pour Bienne"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

L'interpellante est satisfaite de la réponse.

Magnin Claire, Les Verts Bienne: Je remercie le Conseil municipal de la réponse à mon interpellation. Il est difficile de faire des pronostics précis concernant l'évolution du chômage, la situation économique et les rentrées fiscales. Le Conseil municipal propose une politique prévoyante en allouant des réserves dans différents financements spéciaux, afin de faire face aux baisses des rentrées fiscales, à l'augmentation du chômage et au recours à l'aide sociale. La séance du 24 et 25 juin 2009 du Conseil de ville nous dira si le Conseil de ville suit ces propositions. Concernant la question des entreprises à Bienne, j'aimerais obtenir, si c'est possible, une indication de la part du Conseil municipal au sujet des questions suivantes:

- Le Département de la promotion économique voit-il des modifications dans les demandes des entreprises qui lui sont présentées?
- A-t-il plus de demandes de prêts?

Lorsqu'il n'y a pas de places de travail, il est difficile de dynamiser la réinsertion sociale et professionnelle:

- Est-il possible de prolonger l'apprentissage en offrant des places de stages aux jeunes sortants d'apprentissage, en particulier pour la Ville de Bienne? Certaines collectivités ont pris cette option.
- Qu'en est-il à Bienne des projets? Lorsque la crise arrive, ce sont souvent les conditions de travail qui en font les premiers les frais.

- Comment le Conseil municipal surveille-t-il l'évolution des conditions de travail?
- Qui risque de subir les conséquences de cette crise?
- Le Conseil municipal a-t-il élargi ou a-t-il aiguisé ses critères d'attribution de mandat aux entreprises dans le sens d'une attention accrue aux conditions de travail qu'elles offrent? Merci.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Die Stadt Biel hat tatsächlich schwierige Zeiten vor sich. Im März 2009 als die vorliegende Beantwortung verfasst wurde, konnte man das Ausmass der Krise, wie es sich aktuell abzeichnet, noch nicht in allen Teilen erahnen. Ich befürchte, dass sogar heute das Ausmass noch zu wenig erfasst wird, denn persönlich gehe ich davon aus, dass wir in eine ganz schwierige Situation hineingeraten, nicht nur die Stadt Biel, sondern die ganze Schweiz... Die Auswirkungen, die jetzt langsam auch in der realen Wirtschaft spürbar werden, sind leider nicht messbar, Frau Magnin. Es gilt, schwierige Phasen zu meistern: Einige Unternehmen beantragen Kurzarbeit, andere haben bereits Entlassungen vorgenommen. Zum Glück ist dies in Biel noch nicht im grossen Stil passiert wie anderswo. Vorderhand wurden Personalreduktionsmassnahmen primär in kleineren Betrieben vorgenommen und haben somit nur kleine Teile der Belegschaft getroffen. Gleichzeitig wird kaum mehr neues Personal angestellt. Die Schwierigkeiten sind aber wie bei allen Betrieben dieselben.

Der Gemeinderat hat entschieden, für Biel kein eigentliches Impulsprogramm zu lancieren. Er möchte vielmehr diejenigen Projekte, die bereits finanziert (und zum Teil vom Volk bewilligt) und für die Stadt Biel von Bedeutung sind, realisieren - allenfalls sogar beschleunigen. Im Moment werden überall Projekte realisiert oder diese befinden sich kurz vor ihrer Realisierung. Ziel des Gemeinderats ist es, dass sowohl private als auch öffentliche Projekte rechtzeitig umgesetzt werden. Meines Erachtens sind dies die bestmöglichen Impulsprogramme! Ferner sollen auch die geplanten Projekte realisiert werden. Aus diesem Grund ist der Gemeinderat froh, dass die Migros ihre Einsprache zurückgezogen hat. Aktuell werden in Biel mehrere milliardenschwere Projekte realisiert oder befinden sich in der Pipeline. Deshalb wäre es meines Erachtens nicht sehr sinnvoll, zusätzliche Impulsprogramme zu veranlassen. Immerhin wird der Stadtrat anlässlich der nächsten Sitzung über Spezialfinanzierungen zu befinden haben, die ganz wichtige Signale aussenden und Impulse in den Bereichen Schulsanierungen, öffentliche Verkehrsmittel, Langsamverkehr usw. geben. Eine wichtige Massnahme ist auch, den Steuerertrag auszugleichen, indem erzielte Steuereinnahmen in eine Spezialfinanzierung fliessen, um die Steuereinnahmen zu "verstetigen". Diese Themen wird der Stadtrat aber wie gesagt an der nächsten Sitzung zu behandeln haben. Der Gemeinderat bemüht sich, aktiv in den vom Bund lancierten Projekten (die über die Region eingereicht werden konnten und für die Stadt Biel von Bedeutung sind) dabei zu sein. Ferner gibt er dem Kanton aktiv Impulse für das dritte Massnahmenpaket, welches vom Bund geschnürt wird. Der Gemeinderat hofft, dass dies für Biel wichtige Impulse zur Folge haben wird.

Der Gemeinderat diskutierte noch nicht über Fragen wie zum Beispiel jene, ob Auszubildende nach ihrem Lehrabschluss weiter bei der Stadt beschäftigt werden können. Ich bin etwas skeptisch, denn ich habe noch keine Übersicht, ob eine solche Massnahme notwendig ist. Der Gemeinderat ist jedoch daran, dieser Frage nachzugehen. Der Stadtrat stellte via Spezialfinanzierung Mittel für das folgende Projekt zur Verfügung: Menschen, die wegen einer Beeinträchtigung nicht mehr eine

volle Leistung erbringen können, sollen weiter in der Stadt beschäftigt werden. Dies sollte sich als positives Zeichen in dieser Krisensituation realisieren lassen. Ferner wurden die Massnahmen im Bereich Integration verstärkt (vielleicht wird sich Herr Moeschler noch dazu äussern). Dort sind zusätzliche Mittel in der entsprechenden Spezialfinanzierung und in den Beschlüssen betreffend Unterstützungen vorgesehen.

Zurzeit gibt es auch positive Signale. Mir ist keine Unternehmung bekannt, die ihr geplantes Investitionsvorhaben stoppen würde (vielleicht mit einer Ausnahme: Hornbach. Der Landhandel wurde abgeschlossen, die Planung wird jedoch nicht mit Eile weitergeführt). Die Firma Rolex ist daran, ihr Projekt zu überarbeiten. Der Stadtrat wird vermutlich im August über ein neues Landgeschäft befinden müssen, weil der Firma Rolex noch zusätzlich Land abgetreten werden soll. Der Gemeinderat ist zuversichtlich, dass auch das Landgeschäft mit der Firma Swatch Group abgeschlossen werden kann. Dies sind die besten Voraussetzungen für weitere Impulse. Die Stadt Biel hat bezüglich Steuern hervorragende Jahre hinter sich. Ich denke, dass auch das Jahr 2009 keine allzu grossen Schwierigkeiten bescheren wird. Ich warne Sie jedoch nochmals: Wir müssen damit rechnen, dass wir in den Jahren 2010, 2011 und 2012 erheblich mehr als 10 Mio. Fr. weniger Steuereinnahmen verzeichnen werden. Dies bedeutet, dass sehr sorgfältig mit Ausgaben umgegangen werden muss - insbesondere bezüglich neuer Verpflichtungen. Soviel zur aktuellen Situation der Stadt Biel. Zusammenfassend kann ich sagen, dass unsere Stadt gut vorbereitet ist und sich auf einem guten Niveau befindet. Die Finanzen haben wir im Griff. Es liegen "reife" und umsetzungsbereite Projekte vor... Dies sind die besten Voraussetzungen, um die schwierige Zeit ohne allzu grosse Verluste zu überstehen.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Madame Magnin fait allusion aux mesures que nous prenons pour l'intégration professionnelle, la réinsertion professionnelle et l'intégration sociale pour couvrir toute la palette des mesures. Il y a deux ans, le Conseil de ville a approuvé un programme très important de restructuration des services d'intégration sociale et de réinsertion professionnelle et une intensification des mesures. Nous avons procédé à une analyse dont le Conseil municipal prendra connaissance prochainement. Les mesures montrent qu'elles étaient tout à fait adéquates. Nous avons atteint les buts fixés, au-delà des espérances. Par contre, la crise nous pose des difficultés. L'année dernière, il était relativement facile, entre guillemet, de placer des gens dans l'économie. C'est devenu beaucoup plus difficile aujourd'hui. Les résultats atteints au cours de la première année de ce programme sont plus difficiles à maintenir maintenant. Des propositions sont préparées pour le Conseil municipal, afin que l'effort soit poursuivi, voir intensifié. Nous souhaitons, en particulier, viser les jeunes. Nous ne les avons pas suffisamment ciblés jusqu'à présent, tant nous avons à faire avec les autres personnes concernées. Dans les mois et les années à venir, nous souhaitons encore renforcer ce que nous avons déjà entrepris en faveur des jeunes.

112. Motion 20080294, André de Montmollin / Erich Fehr, Groupe socialiste, "Pour une politique de renouvellement des droits de superficie en faveur des coopératives d'habitation"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion.

Morier-Genoud Michèle, au nom du Groupe socialiste: J'ai repris l'objet des deux motionnaires. Le Groupe socialiste remercie le Conseil municipal de sa réponse positive et l'acceptation de la motion concernant le renouvellement des droits de superficie en faveur des coopératives d'habitation à Bienne. Je remercie également la Presse locale qui a largement donné un certain nombre d'informations à ce sujet.

Depuis les années 1920, années de crise comme actuellement, sous l'impulsion des syndicats et du Parti socialiste, les coopératives d'habitation se sont développées pour atteindre le taux de 20% du marché locatif biennois. C'est un taux important en Suisse. Avec Zürich, Bienne est en tête. De plus, comme le souligne le Conseil municipal, les coopératives offrent des logements à loyers modérés, fortement appréciés par notre population, en l'absence de logements sociaux appartenant à la Ville de Bienne. C'est un sujet auquel nous aurons l'occasion d'en reparler dans une autre intervention parlementaire future. Concernant les trois remarques à propos du renouvellement des contrats, le Conseil municipal propose l'application du standard Minergie, ce qui est positif.

Si les installations de chauffage utilisant le mazout et le gaz ne seront plus admises prochainement, par quelles installations pourront-elles être remplacées? Nous savons, que les pompes à chaleur, actuellement très en vogue, utilisent de l'électricité. Or, le 40% de cette énergie électrique est d'origine nucléaire, donc non renouvelable. Il reste d'autres voies, telles que le solaire thermique et la géothermie. Ne serait-il pas temps d'envisager par exemple de petites centrales de quartier, de type couplage chaleur-force? Il serait fort souhaitable que le Conseil municipal donne des signaux clairs en ce sens, afin de favoriser des solutions utiles au plus grand nombre et de manière durable.

Le Conseil municipal propose également des mesures de densification de l'habitat. L'utilisation parcimonieuse du sol est effectivement un souci que nous devons avoir. Nous souhaitons maintenir l'exigence d'une bonne répartition entre zones bâties et espaces verts.

Les exigences du renouvellement et de l'assainissement du parc immobilier par les coopératives sont aussi envisagées, comme une condition au renouvellement des droits de superficie. Si cette clause semble assez stricte, elle nous semble nécessaire, en espérant toutefois que les loyers restent ensuite dans la catégorie des loyers modérés. Bien sûr, le Groupe socialiste vous recommande d'accepter cette motion.

Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne: Le Groupe des Verts soutient la motion et se réjouit de l'appui du Conseil municipal. Actuellement, il y a beaucoup de constructions d'appartements à Bienne. Au vu de l'aspect extérieur, ces nouvelles

constructions sont plutôt destinées à une classe moyenne aisée. Les coopératives ont de ce fait exercé la politique sociale du logement, en offrant des appartements à loyers très modérés. Cette offre d'appartements à loyers modérés est, encore aujourd'hui, indispensable. Nous soutenons le fait que les coopératives doivent rejoindre les efforts de protection du climat en assainissant leurs immeubles et en utilisant des énergies renouvelables.

Néanmoins, certaines coopératives d'habitation se trouvent dans des situations financières critiques et ces investissements signifieront certainement une augmentation des loyers. Pour le Groupe des Verts, il est important que le renouvellement des droits de superficie se fasse en tenant compte de la situation financière de ces institutions, afin de pouvoir maintenir des loyers abordables pour des petits revenus. Casanostra a communiqué dans la presse, la nécessité de renforcer l'offre de logements d'urgence et d'habitats accompagnés. La politique du logement de la Ville devra dorénavant tenir compte, non seulement d'offrir des logements à loyers abordables, mais aussi d'offrir des formes d'habitats permettant aux personnes les plus précarisées d'obtenir un logement et l'aide nécessaire pour y vivre normalement. Nous vous invitons à soutenir la motion.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Der Gemeinderat ist bereit, im Rahmen der Antwort und unter Beibehaltung eines genügend grossen Handlungsspielraums den Vorstoss als Motion erheblich zu erklären. Dies, nicht weil er die Absicht hegt, die Punkte stringent umzusetzen, sondern, weil er sich bewusst ist, dass es nötig ist, bei der Erneuerung der Baurechte ein Gesamtkonzept zu entwickeln. Die Wünsche, bzw. Forderungen, der Motionäre werden jedoch nicht alle gleichermassen erfüllt werden können. Es ist eine Tatsache, dass unsere Stadt sehr stark vom sozialen gemeinnützigen Wohnungsbau geprägt ist. Dies trug dazu bei, dass die Stadt Biel heutzutage auf dem Wohnungsmarkt günstigen Wohnraum anbieten kann. Eine Zeit lang verhinderte dies jedoch auch, dass private Investoren in Biel investierten, weil die Rendite-Möglichkeiten eingeschränkt waren. Es wurde nötig, Gegensteuer zu geben, denn sonst wäre Biel auf eine einseitige Bevölkerungsstruktur zugesteuert. Der Gemeinderat ist froh, dass dies gelang: In der Zwischenzeit wurden viele private Investitionen getätigt, insbesondere auch, um Wohneigentum zu schaffen. Der Gemeinderat hegt die Absicht, mit der Unterstützung des Stadtrats dieser Politik Beachtung zu schenken. Gleichzeitig erstellen Private nicht nur Wohnungen im mittleren und oberen Standard, sondern auch Wohnungen zu interessanten Preisen. Der Gemeinderat ist gespannt, wie sich die Überbauung Sabag-Areal präsentieren wird und welches Resultat die neue Situation bezüglich Wohnraumangebots zeitigen wird. Diese neue Überbauung wird als Konkurrenz zu den Wohnbaugenossenschaften betrachtet werden müssen. Es kann nicht sein, dass die öffentliche Hand den Wohnbaugenossenschaften überproportional entgegenkommt, denn diese waren während Jahrzehnten einseitig auf tiefe Mietzinse bedacht und kümmerten sich zu wenig um eine Erneuerung, damit die ihnen eingeräumten Vorteile auch künftigen Generationen zur Verfügung stehen werden. Der Gemeinderat wird eine Strategie entwickeln, welche alle sozialen und ökologischen Anliegen berücksichtigt, ohne dass diese Genossenschaften (welche sich in letzter Zeit ungenügend um die zukünftige Ausrichtung gekümmert haben) indirekt subventioniert werden. Ich bin jedoch zuversichtlich, dass insgesamt eine gute Lösung gefunden werden kann, und dass die Gelegenheit genutzt wird, den sozialen, gemeinnützigen Wohnungsbau weiter zu fördern, ohne jedoch den privaten Wohnungsbau und jenen

für mittlere und höhere Einkommen zu unterbinden. Es liegt nämlich im Interesse eines jeden Gemeinwesens, dass alle sozialen Schichten auf seinem Territorium präsent sind. Es ist klar, dass - wenn Angebote im unteren Sektor und für begleitete Wohnformen vorhanden sind - diese auch genutzt werden, und zwar von Leuten, die zuvor nicht in Biel wohnhaft waren. Die Stadt muss verhindern, für jene Leute besonders attraktiv zu werden, die in den Nachbargemeinden nicht willkommen sind. Es gilt, einen sozialen Ausgleich zu schaffen und ein Gleichgewicht herzustellen, welches weiterhin eine positive Entwicklung unserer Stadt ermöglicht.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

113. Motion interpartis 20080264, Daphné Rüfenacht, Les Verts Bienne, Peter Isler, SP, Peter Moser, FDP, "Courant écologique pour l'Administration municipale"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion.

Monsieur Isler prendra position pour les deux interventions (Motion 20080264 et postulat 20080269).

114. Postulat interpartis 20080269, Daphné Rüfenacht, Les Verts Bienne, Peter Isler, SP, Peter Moser, FDP, "Courant écologique dans le mélange d'électricité standard"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Isler Peter, SP: Ich erlaube mir, kurz zu den zwei Vorstössen, die sich beide mit Ökostrom befassen, zu sprechen. Bei allem Respekt vor der Wichtigkeit dieses Themas und vor der Seriosität der Antwort erlaube ich mir, mich kurz zu fassen. Ich denke, dass der Stadtrat diesen Vorstössen gegenüber gut gesinnt ist und diese - gemäss dem Vorschlag des Gemeinderats - erheblich erklären wird. Wer die Antwort gelesen hat, konnte feststellen, dass die Beantwortung mit Seriosität angegangen worden ist. Wir sind froh über die positive Aufnahme unserer Anliegen. Der Gemeinderat schlägt vor, die Motion 20080264 erheblich zu erklären. Dies bedeutet, dass die Stadt ihren Anteil des Bezugs an zertifiziertem Ökostrom auf 50% erhöhen wird. Auch das Postulat soll erheblich erklärt werden, allerdings mit einer kleinen Änderung. Das bedeutet, dass nicht 50% im Strommix aus erneuerbaren Quellen stammen. Wir gestehen dem Gemeinderat jedoch gerne zu, dass er seine eigenen Ideen entwickelt, wie er das Anliegen am besten umsetzt. Es muss nicht unbedingt die von uns vorgeschlagene Lösung verwirklicht werden. Grundsätzlich geht es darum, die Idee der ökologischen Energieversorgung zu fördern. Die Stadt kann dies

tun, indem sie selber ökologisch produzierten Strom kauft. Ich könnte es auch anders sagen: Bietet der ESB Strom aus erneuerbaren Quellen an und dieser nicht gekauft wird, so wird sich der ESB nicht mehr bemühen, diese Idee weiter zu verfolgen und die Produktion, bzw. den Einkauf dieser Art Energie selber an die Hand zu nehmen. In diesem Sinne bedanke ich mich für die Antwort und hoffe, der Stadtrat möge dem Antrag des Gemeinderats folgen.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Auch ich werde jetzt gleichzeitig zu beiden Vorstössen Stellung nehmen. Aus dem Fakt, dass sich niemand zu Wort gemeldet hat, schliesse ich, dass dem Anliegen Sympathie entgegengebracht wird. Der Gemeinderat führte ausgedehnte Diskussionen über dieses Anliegen. Er möchte den Ökostrom fördern und für ihn ist klar, dass die Stadt in diesem Bereich eine Vorbildfunktion innehaben soll. Man kann nicht bloss Privatpersonen und Firmen "predigen", sie müssten Ökostrom kaufen, sondern man muss sich auch die Frage gefallen lassen, wie sich denn die Stadt bezüglich Stromkonsums verhalte. Die Stadt Biel setzt ein Signal dahingehend, dass sie kurzfristig (ab anfangs des nächsten Jahres) 50% Ökostrom beziehen wird. Sie erhofft sich davon, dass damit ein Anreiz für Privatpersonen entsteht, ihren Anteil an Ökostromkonsum (naturemade basic oder naturemade star) zu erhöhen. Der Gemeinderat nutzt die Chance der Beantwortung dieser beiden Vorstösse dahingehend, als er dem Stadtrat relativ umfassend darlegt, wie viel Ökostrom produziert wird, und wie sich der Stromkonsum zusammensetzt (beispielsweise wie hoch der Anteil an Strom aus Atomkraftwerken ist). Daraus ist ersichtlich, dass die Privaten heutzutage nur in sehr geringem Ausmass Ökostrom beziehen. Nebst grossen Werbekampagnen für Ökostrom wird sich die Stadt noch Einiges einfallen lassen müssen, um die KonsumentInnen zu überzeugen, auch in wirtschaftlich schwierigen Zeiten solchen Strom zu beziehen und den entsprechenden Aufpreis zu bezahlen. Der Gemeinderat ist nämlich der Ansicht, dass die KonsumentInnen selber für den höheren Preis aufkommen müssen, und dass diese Preisdifferenz nicht von der Allgemeinheit getragen werden soll. Gestern besuchte ich die Stadt Genf und liess mir ihre Energiestrategie erklären. Diese ist fantastisch! Genf bezieht keinen Strom mehr aus Atomkraftwerken, jedoch einen hohen Anteil an Strom aus erneuerbaren Quellen. Die Kehrseite ist jedoch der Preis. 40 Rappen pro kWh ist in einem teilweise liberalisierten Markt doch sehr mutig. Auch für die Stadt Biel gilt es, die ökologischen und ökonomischen Ziele gegen einander abzuwägen. Der Gemeinderat möchte ein Zeichen setzen, dies haben Sie richtig verstanden. Er will den Absatz von Ökostrom fördern und selber als Vorbild vorangehen, indem er den Anteil des Ökostroms am Gesamtkonsum der Stadt Biel auf 50% erhöhen will. Damit wird leider kein revolutionärer Schritt vollzogen - ich wäre in diesem Themenbereich gerne revolutionär... Die Stadt Bern bezieht bereits seit einigen Jahren 100% naturmade star-Energie für ihren Eigenbedarf. Im Vergleich zu anderen Städten geht Biel also halb so weit. Immerhin ist sie aber auf dem Weg und das erachte ich als unterstützungswürdig. Danke für die Erheblicherklärung der Motion 20080264 und des Postulats 20080269.

Les propositions du Conseil municipal concernant la motion 20080264 et le postulat 20080269 ne sont pas contestées par le Conseil de ville.

115. Interpellation 20080428, Pierre Ogi, PSR, "Stand d'information de l'Église de Scientologie au centre-ville"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

L'interpellant n'est pas satisfait de la réponse.

Ogi Pierre, PSR: Le Conseil municipal se base, dans sa réponse, sur des règlements, des lois et des habitudes. Si nous ne voulons pas que l'Église de scientologie installe un stand d'information au centre-ville, nous élaborerons un règlement! Comment les autres villes, comme La Chaux-de-Fonds ou Lausanne, ont-elles procédé afin d'interdire de tels stands d'information?

Ce qui me gêne terriblement, c'est que j'ai été interpellé par des citoyens et c'est pour cette raison que j'ai déposé cette interpellation. Ces personnes se plaignent d'être agressées par des membres de l'Église de scientologie en Ville. Ces adeptes sont intelligents et les passants ne savent plus comment s'en débarrasser. Nos Autorités auraient les moyens de dire non! La Ville se cache derrière les règlements en disant que l'on ne peut pas faire autrement. Il s'agit d'une secte! En France, l'Église de scientologie est jugée pour escroquerie en bandes. Elle sera condamnée et ne sera plus autorisée à pratiquer en France. Je pense que le Conseil municipal de la Ville de Bienne aurait pu faire un effort dans ce sens et leur interdire l'accès en Ville.

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Herr Ogi, eigentlich finde ich die Antwort des Gemeinderats sehr mutig und klar. Er bezieht Stellung, indem er sagt, was er von den Scientology-Kirchen hält. Er versteckt sich also nicht. Trotzdem haben Sie Recht: Beispielsweise erliess der Kanton Basel Stadt eine Gesetzesnorm, gegen welche die Scientologen Klage erhoben und über welche das Bundesgericht befinden musste. Der Gemeinderat versucht, die Tätigkeit der Scientologen möglichst einzuschränken (Anzahl Standaktionen und Bedingungen definieren) und den ihm zur Verfügung stehenden Spielraum auszunützen. Wegen übergeordnetem Recht ist es leider nicht möglich, weiterreichende Massnahmen zu treffen. Bezüglich der Bewilligung von Demonstrationen ergeben sich manchmal ähnliche Fragen. Kürzlich erging eine Anfrage bezüglich Demonstrationsbewilligung an den Gemeinderat. Ich hegte Bedenken, ob es gut herausgekommen wäre, wenn diese Gruppierung für eine Demonstration nach Biel kommen würde, denn man musste mit sehr viel Gewalt rechnen. Obwohl ich dieser Gruppierung gegenüber sehr skeptisch eingestellt war (wie übrigens auch den Scientologen gegenüber), konnte ich, bzw. der Gemeinderat diesen Leuten nicht einfach sagen, sie dürften in Biel nicht aktiv werden. Hingegen konnte ihre Aktivität eingeschränkt werden. Durch solche Massnahmen gelingt es manchmal, dass es den Veranstaltern verleidet, in Biel aktiv zu werden. Dies ist in meinen Augen der Weg, den es einzuschlagen gilt. Bei besagter Demonstration (ich möchte an dieser Stelle nicht sagen, um wen es sich gehandelt hat) konnte erreicht werden, dass die Demonstranten nicht nach Biel kamen, indem ihnen viele Einschränkungen auferlegt worden waren. Es ist zwar ein Weg der kleinen Schritte, aufgrund des Bundesgerichts ist er jedoch der einzige, der uns offen steht.

116. Motion 20080426, Marc Despont, PRR, "Meilleure traversée sud-nord de la ville de Bienne"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Despont Marc, PRR: Merci au Conseil municipal de la réponse à ma motion. Il est vrai que j'ai formulé cette motion comme un apprenti. La réponse du Conseil municipal est conséquente. Elle ne peut pas être acceptée ainsi. À l'époque, au Conseil de ville, en ayant moi-même soutenu le projet de transformation de la Place Centrale, je ne peux pas demander un accès chez Manor par le sud de la Ville. Ce n'est pas conséquent. Il n'est pas non plus réalisable de maintenir le trafic routier dans les deux sens devant le Palais des Congrès (point 3 de la motion), même si je pense que le 81,5% de la population de la Ville n'est pas au courant de tous les détails du projet, qui a été accepté dernièrement. Selon le document de la Ville de Bienne, "Perspective en matière de circulation", il n'y a qu'un seul axe de liaison rectiligne entre le sud et le nord de la Ville: les rues du Moulin et du Châtelet à Mâche. Au Centre ville, il faut passer par un dédale de rues transversales pour aller du quartier de Madretsch au Pont-du-Moulin. Ce n'est pas digne d'une ville telle que la nôtre! Lors de travaux, certaines voies sont barrées ou des routes sont fermées pour raison d'urgence. À ce moment-là, plus rien ne se passe, c'est le chaos total.

- Que voulons-nous au Centre ville? Des magasins, des zones pour flâner.
- Quelle est la politique de nos Autorités concernant les entreprises de services? Voulons-nous toutes les déplacer en périphérie ou aux Champs- de-Boujean?

Actuellement, la situation n'est pas facile pour l'accès des clients de certaines entreprises du Centre ville. Elles envisagent de déménager si la situation ne s'améliore pas. Il est vrai que le trafic motorisé individuel occasionne des nuisances, mais c'est encore un élément indispensable pour notre fonctionnement. L'offre des transports publics ne convient pas à tous.

Suite à la réponse du Conseil municipal de rejeter ma motion, je soumetts au Conseil de ville et au Conseil municipal la proposition suivante: **je retire les points 3 et 4 et maintiens les points 1 et 2, en les transformant en postulat.** Le point 1 concerne différents axes routiers principaux qui traversent la ville du sud en direction du nord. Sur ces différents axes, des améliorations sont indispensables (par exemple, à la rue du Marché-Neuf, où les feux lumineux ne sont pas coordonnés). Actuellement, cet axe est régulièrement surchargé. Le point 2 concerne le croisement vers la poste du Marché-Neuf. Il doit être rapidement assaini avant l'aménagement de la place du même nom, qui aura lieu au plus tôt après la mise en service du parking de l'Aire Gassmann. Le Conseil municipal dit qu'il veut attendre. Après discussion avec Monsieur Klopfenstein, Directeur des travaux publics, concernant les modifications que je propose, ce dernier m'a dit: "*Ich kann damit leben*".

En conclusion, le trafic motorisé individuel ne sera pas banni demain du Centre ville. De l'accès des gens en Ville dépend aussi la survie d'un centre vivant et attractif. La qualité de vie des habitants, passants et commerçants a besoin, de nos jours, de rues

larges, libres et sûres. Donnons mandat au Conseil municipal de s'en occuper. Merci de votre soutien.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Monsieur Despont demande de transformer les points 1 et 2 de la motion en postulat. Il retire les points 3 et 4.

Garbani Charlotte, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste constate que le motionnaire est assez obstiné dans ses propos. Pour le Groupe socialiste, il est clair que le trafic ne doit pas passer par la Place Centrale, du sud au nord de la Ville. Comme vous l'avez dit vous-même, il existe un parking au sud de la Ville, en face du Palais des Congrès, pour les gens venant du sud et qui veulent se rendre au centre. Un autre parking se trouve sous le magasin Manor, pour les automobilistes venant du nord. Ces deux parkings sont publics et tout à fait accessibles. Ils ont toujours énormément de places libres. Je le sais puisque j'y vais de temps en temps. Je ne vois pas vraiment le problème pour les personnes qui désirent se rendre dans les magasins. Il y a bien assez de places. D'autres parkings, par exemple sur l'Aire Gassmann, sont en construction. En ce qui concerne la rue Dufour, rue du Marché-Neuf, un réaménagement va être réalisé. Je trouve inutile de prendre des mesures avant ce réaménagement. Le Groupe socialiste est convaincu que la circulation va s'améliorer à cet endroit et trouve dommage d'entreprendre quelque chose de provisoire. Nous sommes d'avis, comme le Conseil municipal, de radier complètement la motion du rôle.

Bösch Andreas, Grüne Biel: Ich erlaube mir, einige Bemerkungen zu dieser Motion anzubringen und habe dem Baudirektor auch noch eine Frage zu stellen. Dem Motionär geht es um den Verkehrsfluss von Süd nach Nord. Obwohl es nicht explizit im Vorstoss steht, kann man doch ahnen, dass er damit vor allem den motorisierten Verkehr meint. Bei der Fraktion der Grünen stiess Punkt 2 auf etwas Befremden, welcher verlangt, dass der Verkehr vor dem Kongresshaus in beiden Richtungen erlaubt sein soll. Dies erweckt den Anschein, dass man vom südlichen Abschnitt der Zentralstrasse aus in den nördlichen gelangen könnte. Dem ist aber nicht so, denn dem motorisierten Verkehr ist das Überqueren des Zentralplatzes aus dieser Richtung verwehrt. Nehmen Sie aber selber einen Augenschein! Vermutlich handelt es sich dabei um die beiden meist missachteten Verkehrsschilder der ganzen Stadt Biel! Ich fragte einmal einen Polizisten, der den Verkehr auf dem Zentralplatz beobachtete, ob denn das Überqueren dieses Platzes von Süden nach Norden per motorisiertem Fahrzeugverbot überhaupt gestattet sei. Erstaunlicherweise gab mir dieser zur Antwort, es bringe nichts, die Leute darauf hinzuweisen. Beim Schild "Zone 20" und "Autos und schwere Motorräder verboten" stehe nämlich: "Güterumschlag, Bus und Park gestattet". Wenn also ein Automobilist von einem Polizisten angehalten und auf das Verbot aufmerksam gemacht werde, so brauche der Lenker lediglich zu erklären, er habe einen Parkplatz gesucht, diesfalls dürfe er über den Platz fahren. ... *Unruhe im Saal...* Dies ist die Auskunft, die ich erhalten habe! Mich erstaunt, dass dies möglich ist. Mitten auf dem Platz steht bei der Einfahrt in den nördlichen Abschnitt der Zentralstrasse ein weiteres Schild: "Verbotene Fahrrichtung, Bus Taxis, Velos und Mofas ausgenommen". Man fragt sich also, woher Fahrzeuge denn überhaupt herkommen, die über den Zentralplatz fahren könnten. Aus Richtung Bahnhofstrasse kommen sie sicher nicht, denn durch diese dürfen sie nicht fahren. Aus Richtung Zentralstrasse dürfen sie ebenfalls nicht kommen. Woher also kommen jene Fahrzeuge, für welche die Verbotstafel aufgestellt ist? Meine Frage lautet

deshalb: Ist die Signalisation ausreichend, welche man vom Kongresshaus herkommend sieht? Macht diese Signalisation klar, dass man von Süden her nicht über den Zentralplatz fahren darf? Oder könnte eine bessere Lösung gefunden werden? Vielen Dank.

Nicati Alain, PRR: En développant le problème des rues à Bienne, nous pouvons en discuter jusqu'à demain matin. Cela aurait été sympathique, si la Direction des travaux publics avait relevé que Bienne n'a pas suffisamment d'axes de circulation pour aller du sud au nord et du nord au sud. Nous avons suffisamment d'axes pour aller de l'est à l'ouest, mais pas du sud au nord et du nord au sud. Pour ceux qui prétendent le contraire, j'ai un vélo et je l'emploie! Le problème n'est pas là. J'ai regretté que la Direction des travaux publics ait noyé le bébé avec l'eau du bain, en discutant uniquement sur le détail du Palais des Congrès, plutôt que d'admettre ce qu'elle n'a pas envie d'admettre, c'est à dire que nous n'avons pas assez d'axes de circulation du nord au sud et du sud au nord à Bienne. Le problème est là et ce n'est pas à nous de le résoudre. C'est à la Direction des travaux publics, au Département de l'urbanisme pour être plus précis, de trouver des solutions.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke Herrn Despont, dass er die Punkte 3 und 4 zurückgezogen hat. Meiner Meinung nach ist heute nicht der richtige Zeitpunkt, um nochmals über das Verkehrskonzept zu diskutieren. Für den Gemeinderat gilt der "Guide bleu" (Ausblick Verkehr / Gesamtschau über die Bieler Verkehrsplanung mit ihren kurz- und langfristigen Entwicklungsperspektiven). Dieser zeigt auf, welches die Hauptachsen sind (beispielsweise die Silbergasse). Der Stadtrat konnte darüber debattieren und akzeptierte ihn. Allerdings gilt es, ihm Nachachtung zu verschaffen. Herr Bösch, Punkt 3 und 4 wurden zurückgezogen. Der Motionär meinte richtigerweise, dass 84% der Stimmberechtigten der Regelung zugestimmt hatten, wonach es künftig verboten sein wird, vor dem Kongresshaus Richtung Norden zu fahren. Sobald die Silbergasse fertiggestellt ist, werden entsprechende bauliche Massnahmen vorgenommen. Das Projekt Esplanade sieht vor dem Kongresshaus gar eine Begegnungszone vor. Das Verbot, von Süden her kommend über den Zentralplatz zu fahren, wurde bereits vor längerer Zeit beschlossen. Das Warenhaus Manor möchte, dass die Zufahrt von Süden her gestattet würde. Diese Frage wurde jedoch mit den Manor-Eigentümern eingehend diskutiert und es ist klar, dass die Zufahrt über den Zentralplatz verboten bleibt. Einzig für den Zubringerdienst ist die Durchfahrt weiterhin gestattet. Herr Bösch, ich stelle tagtäglich das Gleiche wie Sie fest: Es zirkulieren viele Autos über diesen Platz. Der Zubringerdienst muss allerdings für die Anwohner des Bankengässli gewährleistet bleiben. Die von Ihnen erwähnte Aussage eines Polizisten bekam auch ich schon zu hören. Das ist eine etwas einfache Ausflucht. Wir haben keine Stadtpolizei mehr und die Kantonspolizei kümmert sich um Anderes... In der Tat ist es eine Malaise, dass zu viele Unberechtigte über den Zentralplatz fahren. Ich nehme jedoch an, dass dieser (verbotene) Verkehr über den Zentralplatz abnehmen wird, wenn dereinst die Durchfahrt vor dem Kongresshaus gänzlich verboten sein wird. Wie gesagt, über Punkt 3 und 4 brauchen wir nicht mehr zu diskutieren.

Es wird beantragt, die anderen Punkte in ein Postulat umzuwandeln. Mit Punkt 2, wonach die Kreuzung Dufourstrasse - Neumarktstrasse umgestaltet werden soll, kann ich leben. Diese Umgestaltung wird sicher vorgenommen - vermutlich im Zuge der Umgestaltung des Neumarktplatzes. Es bedeutet sicher keine Verletzung des

Kollegialitätsprinzips, wenn ich sage, dass dieser Punkt als Postulat erheblich erklärt werden kann. Das Anliegen muss geprüft werden. Anlässlich der Neugestaltung der Nordachse wird der Rüschi-Kreisel gebaut, im Weiteren wird beim Walkerplatz eine Lichtsignalanlage installiert. Logischerweise muss auch auf der Kreuzung Dufourstrasse - Neumarktstrasse eine gesteuerte Ampel eingerichtet werden. Deshalb ist dieser Punkt als Postulat in Ordnung. Punkt 1 stellt keinen Widerspruch zum Beantwortungstext dar. Deshalb kann auch dieser als Postulat erheblich erklärt werden. Danke.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Je vous propose de voter sur la proposition du motionnaire, de transformer les points 1 et 2 en postulat et de les adopter comme tels.

Vote

sur la proposition du motionnaire

La proposition du motionnaire est acceptée.

117. Postulat 20090028, Claire Magnin, Les Verts Bienne, "Pour un centre de rencontres pour les adolescentes et les jeunes femmes"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 8)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Magnin Claire, Les Verts Bienne: Je remercie le Conseil municipal de sa réponse. Je le remercie également d'avoir accepté mon postulat. Néanmoins, j'aimerais faire quelques remarques.

Lorsque je lis, qu'un centre de filles permettrait de faire des activités spécifiques aux filles, cela me laisse un peu congelée! C'est un endroit où les filles peuvent faire toutes les activités qu'elles veulent et également faire des activités qui sont traditionnellement plus masculines (billard, réparations de vélos, babyfoot). Elles doivent pouvoir développer des compétences différentes et ceci, en dehors de relations de compétition avec les garçons, ce qui est souvent le cas dans les activités mixtes, où elles essayent de faire des activités, qui ne sont pas spécifiquement pour les filles. C'est un endroit où les filles peuvent se rencontrer régulièrement, où elles sont accueillies. Nous savons, que les filles fréquentent peu les centres de loisirs. Elles ont de la peine à y développer des activités autonomes. Un congrès a eu lieu à Yverdon ce printemps, à ce sujet. Il faut une certaine régularité, une fréquence dans l'ouverture de ces centres, afin que les habitudes de fréquentation puissent s'inscrire dans leur quotidien. Cette offre doit donc être développée. Pour cela, il faut un local réservé ou des locaux réservés pour elles. Je ne conçois pas que ce centre soit un centre pour des filles en difficultés familiales, sociales ou culturelles. Ce centre doit s'adresser à toutes les adolescentes et les jeunes femmes ayant un processus d'émancipation de leur famille et qui doivent expérimenter des relations sociales avec

leur père. Elles doivent pouvoir le faire dans un lieu sûr. Elles ont besoin d'être accueillies et d'avoir du matériel à disposition. Pour moi, l'encadrement doit être léger et discret. Il s'agit de laisser aux filles une grande marge d'autonomie, qu'elles recherchent d'ailleurs.

Je parle ici pour mon postulat destiné à des adolescentes de 14 à 20 ans. Je ne parle pas de filles de 10 à 14 ans. Je pense qu'aujourd'hui les besoins pour les adolescents sont pauvres. J'aimerais dire ici, que je fais partie d'une génération de femmes, qui se sont mobilisées pour avoir des centres femmes, qui ont vécu des expériences constructives de l'identité, des relations de grandes solidarités et qui ont des capacités d'organiser toutes sortes d'activités citoyennes. Je ne pense pas que la génération actuelle des jeunes femmes n'a plus besoin de tels lieux. Elles ne devraient plus avoir besoin de les occuper, comme nous avons dû le faire. Merci.

Strobel Salome, Fraktion SP: Die Wichtigkeit eines Treffpunkts für Mädchen und junge Frauen in Biel ist in der Fraktion SP unbestritten. Mädchen und junge Frauen sollen die Möglichkeit haben, sich zu begegnen, miteinander zu sprechen, sich zu informieren und ungestört etwas zu unternehmen. Dies ist für die Entwicklung zu einer selbstbewussten Frau extrem wichtig. Aus Sicht der Fraktion SP sollte ein solches Angebot keine Altersbeschränkung haben. In diesem Punkt ist sie mit dem Gemeinderat einverstanden. Es braucht jedoch ein individuelles Angebot für jedes Alter, da nicht alle Altersgruppen die gleichen Interessen haben. Zwischen dem Anfang und dem Ende der Pubertät geschehen riesige Entwicklungsschritte und auch die Interessen sind je nach Phase sehr unterschiedlich. Welche Angebote genau in diesem Bereich gefragt sind, können wir PolitikerInnen nur vage definieren. Nach Sicht der Fraktion SP liegt dies im Ermessen der JugendarbeiterInnen, bzw. der AnimatorInnen, der Fachstelle Jugend + Freizeit sowie externer Fachstellen. Die Fraktion SP begrüsst deshalb das vom Gemeinderat vorgeschlagene Vorgehen, wonach er abklären will, für welche Altersgruppen Angebote geschaffen und erweitert werden müssen und in welchem Gefäss Angebote für jüngere InteressentInnen in den Quartieren stattfinden sollen. Die Fraktion SP ist natürlich sehr froh über das Folgeangebot des Infocafés und hofft, dass sich das Angebot für Mädchen schnell und erfolgreich weiterentwickelt.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Cette intervention est très intéressante puisqu'elle touche à un sujet qui nous a beaucoup préoccupés dans le passé et qui continue de le faire. Je pense que nous avons été des pionniers, lorsque nous avons dit qu'il fallait faire des centres, en particulier un centre ouvert spécifiquement aux filles. Nous avons connu l'échec. Nous avons fait un projet commun entre la ville de Nidau et la ville de Bienne. Madame Magnin attribue l'échec à d'autres facteurs que ceux qui nous semblent être pertinents.

Depuis la réponse à l'interpellation, un autre évènement fâcheux est intervenu. Nous avons dû supprimer les semaines spécifiques aux filles, la fameuse "Mädchenwoche". Nous avons dû la supprimer car nous n'avions plus assez d'inscriptions. La semaine des garçons (Boysweek) rencontre un énorme succès et il y a quelques années, la semaine des filles (La semaine des nanas) avait également un énorme succès. L'année passée, il n'y avait plus personne. Cette situation s'est répétée et nous avons dû interrompre. Nous arrivons, contrairement à vous Madame

Magnin, à la conclusion, que des activités spécialement définies pour les filles ne rencontrent plus le succès auquel nous avons espéré. Nous constatons par contre, que la fréquentation des centres mixtes de la part des filles a augmenté. Ceci contredit votre affirmation.

Ensuite, vous critiquez l'expression "Activités spécifiques aux filles". Madame Magnin, nous ne sommes pas tombés de la dernière pluie et nous savons bien, que si nous voulons développer des activités ouvertes aux filles, ce sont elles qui doivent définir les activités qui leurs conviennent. Nous souhaitons réaliser toute la palette possible et imaginable des activités. Nous n'en sommes plus à imposer des stéréotypes sur les filles et sur les garçons. Finalement, ce sont des femmes qui s'occupent des filles et qui développent des projets avec les filles. Nous ne pouvons pas développer des projets pour les filles mais nous devons développer des projets avec les filles.

Nous essayons de répondre avec beaucoup de points d'interrogations, puisque nous n'avons pas de réponses définitives. Il faut travailler avec les jeunes filles et ceci, dès l'âge de 10 ans et non pas se fixer sur un groupe de 14 à 20 ans, comme vous semblez le faire. Il faut vraiment commencer très tôt et voir quels sont les besoins et désirs qui conviennent aux besoins spécifiques et comment nous pouvons les accompagner, afin que des choses se passent. Ces besoins doivent être définis avec les jeunes. Je vous recommande d'accepter ce postulat, afin que nous puissions continuer à travailler et faire confiance au Service jeunesse et loisirs. Il s'est si bien développé au cours de ces dernières années et est toujours très attentif à répondre aux besoins des jeunes filles et garçons.

Magnin Claire, Les Verts Bienne: Lorsque je dis que ça me congèle de voir des activités spécifiques aux filles, c'est justement parce que je pense qu'il faut toutes sortes d'activités et pas seulement qu'elles soient spécifiques aux filles. Peut-être que la limite proposée est trop spécifique aux filles et qu'il faut élargir les activités. Nous sommes absolument d'accord avec les personnes ayant rédigé cela. Ce n'est pas des activités spécifiques aux filles mais c'est un endroit spécifique aux filles qu'il faut offrir. C'est cela qui est important.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: On joue peut-être sur les mots. L'expression "Activités spécifiques aux filles" signifie que ce sont des groupes de filles qui s'adonnent à des activités et non pas des activités qui sont vraiment définies spécifiquement pour les filles. Où il y a divergence et c'est la raison pour laquelle je prends la parole c'est que nous ne sommes pas certains, qu'un local réservé aux filles soit la bonne réponse. Comme je l'ai dit tout à l'heure, nous voyons une augmentation de la fréquentation des centres ordinaires, que ce soit la Villa Ritter, les Centres de quartiers ou le nouveau centre Bunker à Mâche, où il y a une très forte augmentation de fréquentation de la part des filles, alors qu'elles ne vont plus dans le local qui leur était réservé. Ceci semble démontrer qu'il y a une évolution. Nous le disons aussi dans la réponse: les besoins des jeunes évoluent. Ce qui est défini aujourd'hui comme les besoins des jeunes sera très différent dans cinq ans et est très différent de ce qui a été défini il y a cinq ans. Nous devons toujours être à l'écoute. Je crois que c'est la meilleure solution pour faire quelque chose d'utile.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

118. Motion 20080378, Heidi Stöckli Schwarzen, Groupe socialiste, "Immédiatement plus de sécurité pour les cyclistes!"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 9)

Le Conseil municipal propose de rejeter les points 1 et 2 et d'adopter le point 3.

Stöckli Schwarzen Heidi, Fraktion SP: Ich danke dem Gemeinderat für die Beantwortung des Vorstosses. In seiner kurzen Antwort erklärt sich dieser bereit, Punkt 3 erheblich zu erklären. Die Punkte 1 und 2 will er jedoch nicht erheblich erklären lassen. Meine Fraktion und ich sind da anderer Meinung. **Wir sind bereit, Punkt 1 zurückzuziehen**, weil wir der Meinung sind, dass detaillierte Abklärungen und Vorkehrungen zu lange dauern würden und die Installierung einer elektronischen Aufzeichnungsanlage somit nicht eine geeignete Massnahme darstellt. **Zum zweiten Punkt teilen wir die Ansicht des Gemeinderats nicht und beantragen deshalb, Punkt 2 erheblich zu erklären.** Die Fraktion SP ist der Meinung, dass punktuelle Polizeikontrollen im Bereich der Unterführung vielleicht nicht zu einer signifikanten Steigerung der Sicherheit führen, dass sie jedoch durchaus zur Minderung des Risikos beitragen können. Die "Täter" sind vermutlich nicht ortsfremd und ein Grossteil unter ihnen sind vermutlich Wiederholungstäter. Würden dort Kontrollen durchgeführt, würde das Übertreten der Sicherheitslinie wahrscheinlich zu einem Ausweisentzug und zu einer Anzeige führen. Wenn dies jemandem einmal passiert, wird er sich vermutlich überlegen, ob er eine solche Strafe noch ein zweites Mal riskieren möchte. Das Überfahren der Sicherheitslinie in diesem Bereich ist äusserst gefährlich! Für die Fraktion SP ist deshalb nicht einsichtig, weshalb dort nicht Kontrollen durchgeführt und Bussen verteilt werden. Wenn Kontrollen an dieser Stelle nicht möglich sind, so erklären Sie uns bitte, weshalb solche andernorts möglich sind! Die Fraktion SP war erstaunt und empört zu vernehmen, dass die Stadtpolizei nach dem tödlichen Unfall vom vergangenen November bis Ende Dezember (solange lag es in ihrer Kompetenz) an dieser Stelle keine einzige spezielle oder punktuelle Kontrolle durchgeführt hat! Sie machte geltend, sie hätte dazu keine Mittel gehabt. Zudem seien andere Aufgaben stärker gewichtet worden. Weil die Stadtpolizei keine solchen Kontrollen gemacht hat, übernimmt die Police berne dies nun ebenfalls nicht. Wir wissen nicht, ob es dem Gemeinderat entgangen ist, dass die Fraktion SP nicht nur mehr Sicherheit, sondern *sofort* mehr Sicherheit fordert, und dass dies auch dem Anliegen einer breiten Bevölkerungsschicht entspricht. Dabei denke ich an die zahlreichen Leserbriefe. Deshalb fordert die Fraktion SP den Gemeinderat auf, ab sofort von Police berne zumindest minimale punktuelle Kontrollen durchführen zu lassen. Das Überholverbot muss unbedingt durchgesetzt werden - dies so lange, bis die kurzfristigen baulichen Massnahmen umgesetzt sind!

Zu Punkt 3: Mit den vom Gemeinderat vorgeschlagenen kurzfristigen Massnahmen kann sich die Fraktion SP gut anfreunden. Solange der Tunnel nicht erweitert wird (bzw. eine zweite Röhre gebaut wird), werden nie ein Velo und ein Auto nebeneinander Platz haben. Wenn keine Velos durch den Tunnel fahren sollen, dann müsste man dies verbieten... Es wird immer so sein, dass Autos langsam hinter den Velos herfahren müssen, sobald solche im Tunnel unterwegs sind. Deshalb findet die Fraktion SP die vorgesehenen Massnahmen gut. Ich erhielt Einsicht in die Pläne. Vorgesehen ist, westlich und östlich der Unterführung eine Mittelinsel zu platzieren. Falls der Kanton dies erlaubt, wird auch noch ein Fussgängerstreifen angebracht.

Eine Erlaubnis hängt von der Frequenz der Begehung ab. Der Einfahrtsbereich soll also bereits sehr früh künstlich verengt werden. In der Unterführung soll Tempo 30 gelten, sofern der Kanton dies erlaubt. Dies ist das Maximum, welches im Moment herausgeholt werden kann, um die Velofahrenden zu schützen. Ich komme zum Zeitpunkt der Umsetzung dieser Massnahmen: In der Beantwortung (datiert vom 23. April 2009) ist zu lesen, dass der Ausführungskredit für die kurzfristigen baulichen Massnahmen in Vorbereitung sei und ...*"demnächst dem Gemeinderat unterbreitet werde"*. Dies liess uns hoffen, dass sofort etwas geschieht. Als ich jedoch bei der Verwaltung nachfragte, erfuhr ich, dass "demnächst" ein sehr dehnbarer Begriff ist, denn der Antrag an den Gemeinderat soll von diesem frühestens nach den Sommerferien behandelt werden. Bedenkt man, dass für Tempo 30, Mittelinseln und den Fussgängerstreifen beim Kanton eine Bewilligung eingeholt werden muss, dürfte vermutlich bereits der erste Frost über das Land gezogen sein, bis dies so weit ist. Dann wird man bereits Mühe haben, Markierungen anzubringen... Die Fraktion SP findet, dass es unakzeptabel ist, dass es von April bis Herbst dauert, bis ein solches Projekt den Gemeinderat passiert hat. Sie fordert diesen deshalb auf, zu veranlassen, dass der Ausführungskredit noch vor den Sommerferien gesprochen wird, die Projektierungsarbeiten bis Ende Ferien geleistet sind, und dass die notwendigen Bewilligungen sehr rasch (parallel) eingeholt werden, damit die Ausführung möglichst rasch erfolgen kann. Noch ein Letztes: Mit den Polizeikontrollen alleine in der Übergangszeit ist es nicht gemacht! Wenn die baulichen Massnahmen umgesetzt sind, muss weiterhin stichprobenmässig kontrolliert werden, ob die Automobilisten im Tunnel Tempo 30 auch wirklich einhalten. Ein minimaler Kontrollauftrag an die Polizei muss wohl bestehen bleiben. Ich hoffe sehr, dass die Mitglieder der anderen Fraktionen unsere Forderung unterstützen, Punkt 2 ebenfalls erheblich zu erklären. Danke.

Wiher Max, GLP: Als ich die Beantwortung las, bemerkte ich auch zuerst das "sofort" im Titel, welches dann von einem "demnächst" im Text abgelöst wird. Ich möchte vom Gemeinderat Angaben zu seinem Zeitplan hören. Dieser soll etwas genauer sein als die vage Aussage "demnächst" und beschreiben, bis wann die doch äusserst wichtigen Massnahmen umgesetzt werden. Dabei spreche ich sowohl von Sofortmassnahmen (Mittelinseln) als auch von langfristigen Lösungen, deren Umsetzung ja das Ziel ist. Bis wann gedenkt der Gemeinderat einen Neubau zu realisieren? Ansonsten finde ich die Antworten sehr zufriedenstellend. Es werden gute Ideen aufgeführt. Mir fehlt jedoch ein verbindlicher Zeitplan. Ich finde es sinnvoll, den Punkt 2 ebenfalls erheblich zu erklären. Für die Übergangsfrist sind Polizeikontrollen sicher nicht das Dummste.

Gurtner Roland, Passerelle: Il y a eu cet accident mortel au mois de novembre, il y a eu de nombreux témoignages, dont le plus récent a paru dans le Bieler Tagblatt du 25 mai 2009, sous le titre: "Youpi, je vis encore". Cela fait froid dans le dos lorsqu'on le lit. Moi-même, j'ai été récemment dépassé, juste avant l'entrée du passage sous-voies. J'aurais été victime d'un accident si je n'avais pas été attentif. Si j'étais le Directeur des travaux publics, je ne dormirais plus. Je suggère à Monsieur Klopfenstein d'échanger sa voiture contre un vélo et d'emprunter une seule fois le passage sous-voies dans les deux sens. Peut-être qu'alors des mesures seraient prises du jour au lendemain!

J'aimerais bien avoir des réponses aux questions suivantes:

- Faut-il attendre des mois pour supprimer la ligne délimitant la bande cyclable?
- Faut-il attendre des mois pour poser des plots en plastique sur la ligne de sécurité?
- Faut-il attendre des mois pour remplacer les ampoules électriques afin d'obtenir un meilleur éclairage?
- N'est-il pas possible, du jour au lendemain, d'apposer un signal "Danger, ralentir", pour avertir les automobilistes?
- Faut-il attendre pour cela qu'un crédit en préparation soit débloqué?
- Pourquoi le Conseil municipal ou la Direction des travaux publics n'ont-ils pas agi immédiatement?

Grupp Christoph, Grüne Biel: Ich schliesse mich den Voten der VorrednerInnen an. Einen Augenblick zögerte ich zwar und holte bei Fachstellen Erkundigungen ein, weil ich befürchte, dass jeder Franken und jede Arbeitsstunde, die für solche Massnahmen (Pflästerlipolitik!) investiert werden, den Mitteln für bauliche Massnahmen abgehen. Unter baulichen Massnahmen verstehe ich, dass in dieser Unterführung der Velo- und Langsamverkehr vom Autoverkehr getrennt geführt werden. In meinen Augen ist dies der einzige Weg, um Sicherheit zu schaffen. Ich verstehe nicht, weshalb es so lange dauert, bis etwas geschieht. Die prekäre Situation ist nicht erst seit Monaten, sondern seit Jahren bekannt. Vor 25 Jahren musste ich täglich viermal durch diesen Tunnel fahren und es war schon damals alles andere als lustig... Man braucht aus dieser Motion keinen dringlichen Vorstoss zu machen, denn es ist auch so offensichtlich, dass gehandelt werden muss! Deshalb hatte ich mit diesem Vorstoss ein wenig Mühe. Natürlich wird er von der Fraktion der Grünen unterstützt, insbesondere die Punkte 2 und 3. Wenn diesbezüglich etwas passiert, ist dies doch schon eine kleine Verbesserung der Sicherheit, bis die baulichen Massnahmen ergriffen werden. Einige Punkte begreife ich nicht. Beispielsweise weiss ich nicht, was der Unterschied eines Piktogramms und einer gestrichelten Linie ist, bzw. wie diese dem Aspekt Sicherheit dienlich sind. Bestimmt werde ich mich auch zum nachfolgenden Traktandum äussern. In der Motion 20080379 wird es um weiterführende (bauliche) Massnahmen gehen. Ich begreife nicht, weshalb gezögert wird, auch nur einfachste Massnahmen anzupacken.

Fischer Pascal, parteilos: Ich bin nicht ganz sicher, aber ich glaube, dass es 10 Jahre her ist, seit die Freiheitspartei (damals noch Autopartei) genau dieses Anliegen aufbrachte. Die einzigen, die es damals nicht unterstützten, waren Linke. Weil es einen (zwar tragischen) Unfall gab, wird bei den Linken ein riesiger Volksaufstand inszeniert. Dies kann die Fraktion SVP/FPS nicht nachvollziehen. Wenn es nach ihrem Wunsch gegangen wäre, so wäre die Fahrbahnverbreiterung durch den Tunnel schon vor zwei Jahren vorgenommen worden und die Velofahrer könnten gemütlich neben den Autos fahren. Ich weiss nicht, weshalb immer alles verlangsamt wird. Man könnte ja die Velofahrer zwingen, schneller zu fahren. Das wäre doch auch eine Möglichkeit. Danke.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Bei gewissen Voten tönte es fast so, als ob sich die Baudirektion um das Anliegen futieren und es nicht ernst nehmen würde. Dem ist nicht so! Ich kann Ihnen versichern, dass das Problem sehr ernst genommen wird. Nach diesem (weiss Gott tragischen) Unfall stellte die Baudirektion unverzüglich Überlegungen an, wie die Situation verbessert werden könnte. Es wurde umgehend eine Arbeitsgruppe von der Abteilung Infrastruktur eingesetzt (zusammen mit dem

Polizeikommandanten und dem Velobeauftragten). Den Vorwurf, die Baudirektion nehme das Problem nicht ernst, kann ich nicht gelten lassen. Es werden Sofortmassnahmen ergriffen und anschliessend wird geprüft, ob ein neuer, bzw. ein zweiter Tunnel gebaut werden soll. Wie Frau Stöckli Schwarzen richtig erwähnte, sind als Sofortmassnahmen zwei Verkehrsinseln geplant, die den Verkehr bremsen. Im Weiteren sollen die Spuren durch gelbe, pollerähnliche Leuchtkörper getrennt werden, die das Überholen verunmöglichen. Ferner wird die Einführung von Tempo 30 geprüft. Entsprechende Pläne liegen bereits vor. Es ist jedoch alles ein wenig komplizierter, als Sie sich das vorstellen! Ich werde für Sofortmassnahmen den Gemeinderat um einen Kredit über Fr. 200'000.– ersuchen müssen. Die geplanten Massnahmen müssen auch mit dem Kanton besprochen werden. Es stellte sich heraus, dass sich in diesem Gebiet auch noch ein Leitungsschacht befindet, was die Planung zusätzlich komplex gestaltet. Es wird kaum möglich sein, den Kredit noch vor den Sommerferien zu beantragen, denn es muss auch noch ein Mitbericht eingeholt werden. Die Baudirektion nimmt die Sache ernst. Wenn sie aber Sofortmassnahmen ergreifen will, müssen diese auch rechtsgültig sein. Deshalb wird der Kredit dem Gemeinderat erst nach den Sommerferien beantragt werden. Ich hoffe natürlich, dass dieser bewilligt wird. Parallel dazu wird mit dem Kanton (beispielsweise bezüglich Tempo 30) verhandelt. Der Baubeginn kann im Spätsommer erfolgen. Ich weiss, dass Sie beim Wort "Sofortmassnahmen" denken, mit den Bauarbeiten könnte tags darauf begonnen werden. Dem ist leider nicht so. Bestimmte Abläufe müssen eingehalten werden! Mit dem vorliegenden Projekt der Abteilung Infrastruktur kann doch schon Einiges erreicht werden und es besteht die Chance, dass der Verkehr an dieser Stelle verlangsamt werden kann.

Zu den weiterführenden Massnahmen: Es wird abgewogen, ob ein zweiter Tunnel oder eine grössere Röhre gebaut werden soll. Dies wird Kosten von rund 4 bis 8 Mio. Fr. verursachen. Das Problem hierbei ist, Herr Grupp, dass der Tunnel fast 50 Meter lang ist. Ein solch langer separater Tunnel für den Langsamverkehr wäre dunkel. Die Abklärungen werden noch einige Zeit in Anspruch nehmen. Sofortmassnahmen kann ich Ihnen aber garantieren. Diese werden - wie bereits erwähnt - erst nach den Sommerferien angegangen. In diesem Sinne können Sie die Motion erheblich erklären. Punkt 1 wurde zurückgezogen. Zu Punkt 2 (Polizeikontrollen) wird sich Frau Schwickert noch äussern. Offenbar ist ein Auftrag am Laufen, wonach die Polizei avisiert werden soll, mehr Kontrollen durchzuführen. In diesem Sinne kann auch Punkt 2 erheblich erklärt werden. Ich bitte um Verständnis dafür, dass auch sogenannte "Sofortmassnahmen" nicht umgehend umgesetzt werden können. Umgesetzt werden sie aber bestimmt! Für die Verzögerung entschuldige ich mich. Wie Sie wissen, hat die Baudirektion zurzeit sehr viele Projekte zu betreuen.

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Die Sicherheitsdirektion ist von diesem Vorstoss ebenfalls betroffen, auch wenn die Federführung der Baudirektion obliegt. Sie erstellte einen Mitbericht. Da der erste Punkt zurückgezogen wurde, beschränke ich mich auf Punkt 2. Welche Möglichkeiten bestehen, mittels Polizeikontrollen auf die Situation einzuwirken? Weil es die Stadtpolizei nicht mehr gibt, kann die Stadt dies nicht selber entscheiden. Sie kann jedoch via Schwerpunktsetzung auf Police berne einen gewissen Einfluss ausüben. Natürlich kann man nicht jedesmal, wenn etwas stört, den Gemeinderat beauftragen, einen Schwerpunkt zu definieren. Police berne würde solche Anliegen bald einmal als unrealistisch zurückweisen. Der Gemeinderat

hat jedoch unterdessen der Kantonspolizei den Auftrag erteilt, bei besagter Unterführung einen Schwerpunkt zu setzen. Dies bedeutet, dass punktuelle Kontrollen und bei Überfahren der Sicherheitslinie Anzeigen vorgenommen werden, wie Frau Stöckli Schwarzen heute Abend nochmals mündlich gefordert hat. Damit soll erreicht werden, dass die Autos die Sicherheitslinie nicht überfahren und somit im Tunnelbereich hinter den Velos bleiben. Ich halte aber fest, dass es sich hierbei um punktuelle Kontrollen handelt. Es ist nicht möglich, dass beidseits des Tunnels ständig ein Polizist steht und Übertretungen ahndet. Die Tempolimite von zurzeit 50 km/h wird meistens eingehalten, hingegen stellt das Überfahren der Sicherheitslinie ein Problem dar. Wenn dereinst Tempo 30 und andere Massnahmen eingeführt werden, müssen diese im Rahmen des Möglichen immer wieder überprüft werden. Dies muss ebenfalls durch die Kantonspolizei erfolgen.

Wiher Max, GLP: Wenn ich Sie richtig verstanden habe, so dauert es ungefähr ein Jahr (bis zum nächsten Frühling), bis die Sofortmassnahmen umgesetzt sind. Stimmt das? ... *Zwischenruf...* Nach den Sommerferien? Sollen die Sofortmassnahmen bis dann fertig umgesetzt sein? Die Kreditsprechung interessiert die Velofahrer nicht, hingegen interessiert es sie, wann die Massnahmen umgesetzt sind! ...*Zwischenruf: spätestens nächsten Sommer...* Danke. Im Zusammenhang mit den langfristigen Massnahmen habe ich das Wort "demnächst" gehört. Das ist wohl etwas knapp bemessen. Frühestens, bzw. spätestens bis wann wird die zweite Röhre realisiert sein? Ist mit fünf oder zehn Jahren zu rechnen? ...*Zwischenruf: mit fünf bis zehn Jahren...*

Stöckli Schwarzen Heidi, Fraktion SP: Ich möchte an das Votum meines Vorredners anknüpfen. Der Fraktion SP ist nicht ganz einsichtig, weshalb es dem Gemeinderat unmöglich ist, in den nächsten drei Wochen eine Kreditvorlage auszuarbeiten und sie dem Gemeinderat Ende Juni 2009 zu unterbreiten. Entsprechende Pläne liegen ja bereits vor, schon so lange wurde diskutiert und bereits am 23. April 2009 ein Projekt versprochen. Die Fraktion SP möchte hierzu noch eine konkrete, ausführlichere Antwort. Herr Klopfenstein, Sie sagten, die Abteilung Infrastruktur sei mit vielen Projekten belastet. Ich möchte wissen, welche Projekte es verhindern, den doch relativ kleinen Antrag in den nächsten drei Wochen formulieren zu können. Als Letztes möchte ich mich für die Bereitschaft des Gemeinderats, der Kantonspolizei einen Kontroll-Auftrag zu erteilen, herzlich bedanken. Dies ist die grosse Freude des heutigen Abends.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Zum Zeitplan: Ich kann Ihnen nichts versprechen. Die Pläne liegen zwar vor, aber es muss ein detailliertes, regelkonformes Projekt ausgearbeitet werden. Zudem braucht es ein Mitbericht. Vor den Sommerferien finden nur noch vier Gemeinderatssitzungen statt. Ich werde es kaum zustande bringen, dem Gemeinderat den Antrag noch vor den Sommerferien unterbreiten zu können. Gerade heute sprach ich nochmals mit dem Projektverantwortlichen. Wir nehmen das Anliegen wirklich sehr ernst. Aber es gibt daneben noch andere, sehr umfassende Projekte zu bewältigen. Der Antrag muss geschrieben und Pläne gezeichnet werden. Schliesslich verlangt der Stadtrat, dass ihm sauber formulierte Berichte unterbreitet werden, die zudem alle nötigen Pläne enthalten. Das Gleiche gilt für Anträge an den Gemeinderat! Wenn es möglich ist, den Antrag noch bis zu den Ferien zu erstellen, unterstütze ich dies natürlich sehr! Die

Abklärungen mit dem Kanton können aber bereits im Verlauf des Sommers getätigt werden.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Il n'y a pas d'autres interventions. **Le point 1 de la motion est retiré.** Le point 2 est contesté.

Vote

sur la proposition de Madame Stöckli Schwarzen d'adopter le point 2.

La proposition est acceptée.

La proposition du Conseil municipal concernant le point 3 n'est pas contestée.

119. Motion 20080379, Carine Zuber, Groupe socialiste, "Sécurité accrue pour les cyclistes dans les passages sous-voies biennois"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 10)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion.

Zuber Carine, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste et moi sommes très satisfaits de la réponse à la motion. Nous avons beaucoup parlé de ces passages sous-voies. Ce qui est heureux c'est que, non seulement on essaie de penser à la question globalement, mais que les mesures seront accompagnées d'un financement spécial pour la mobilité douce, qui nous sera présenté en juin 2009.

Effectivement, nous étions préoccupés par la question des passages sous-voies, au moment où nous avons fait cette motion. En effet, je pense qu'il faut voir la chose de manière plus large. J'ai entendu parler du deuxième passage sous-voies pour les cyclistes et les piétons. Est-ce que c'est vraiment la solution pertinente? Un passage sous-voies, réservé uniquement aux cyclistes et aux piétons, serait peut-être sombre, même si il est éclairé. Il ne donnera pas envie aux cyclistes et aux piétons d'y passer. De plus, il peut être dangereux. Peut-être même qu'à long terme, on trouvera une voie qui passera ailleurs. Ce cas permet de penser à la circulation cycliste de manière globale et nous en sommes très heureux.

Concernant les passages sous-voies, il m'a été communiqué et on m'a rendu attentive sur la chose suivante: les cyclistes ne sont pas les seuls à avoir des problèmes dans les passages sous-voies. Il y a aussi les handicapés en chaises roulantes. Dans le passage sous-voies de Mâche, ils n'arrivent pas à croiser un cycliste qui doit emprunter la même voie. J'aimerais que les piétons et les personnes en chaises roulantes soient considérés lors du développement des passages sous-voies. Je vous remercie de votre attention.

Gurtner Roland, Passerelle: En tant que cycliste expérimenté, j'ai une demande. Mon attitude est très défensive dans le trafic. Actuellement, le réel danger de ce

passage sous-voies est la bande cyclable. Si le cycliste emprunte cette bande cyclable, le message pour l'automobiliste est que le cycliste se serre à droite et que l'automobiliste peut dépasser le cycliste. Il m'apparaît très important de supprimer, dans les plus brefs délais, cette bande cyclable et d'éventuellement peindre une ligne blanche, de manière à ce que le cycliste s'engage au milieu de la route et puisse rouler au milieu de la voie, afin d'empêcher tout dépassement. J'aimerais que cela puisse se faire très rapidement. Merci.

Despont Marc, PRR: Je connais la circulation cycliste, même que je défends toujours le trafic routier. Dans les écoles biennoises, une association propose des cours pour enfants et parents, afin de se familiariser avec le vélo dans le trafic. Ces cours sont payants si vous n'êtes pas membre de cette association. Dans ces cours, on nous apprend que le cycliste ne doit pas circuler tout à droite, contrairement à ce que j'ai appris il y a 30 ans. Le cycliste doit s'affirmer dans le trafic et circuler à environ 80 cm du bord du trottoir. En ce positionnant ainsi, en tant qu'automobiliste, je le vois. S'il y a une ligne blanche, on ne le dépasse pas. Je n'en rajoute pas plus! Merci.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

120. Motion 20080380, Barbara Tanner, Groupe socialiste, "Prévention et information quant aux substances nocives dans les locaux"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 11)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat, d'adopter le point 1 comme tel et de le radier du rôle comme étant réalisé et de rejeter le point 2.

Zingg Sybille, Fraktion SP: Frau Tanner könnte sich zu diesem wichtigen und komplexen Thema sicher kompetenter äussern als ich. Ich fasse mich deshalb kurz. Die Fraktion SP bedankt sich für die ausführliche Beantwortung des Gemeinderats. Diese äussert sich nicht nur zu den in der Motion erwähnten, sondern auch noch zu zusätzlichen Schadstoffen. Der Gemeinderat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln, Punkt 1 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben und Punkt 2 nicht erheblich zu erklären. Die Fraktion nimmt die leider spärlichen Ausführungen zur Kenntnis, weshalb das Anliegen angeblich nicht motionsfähig sei, hat aber gegen den Antrag des Gemeinderats zu Punkt 1 nichts einzuwenden. Sie ist erfreut, dass der Gemeinderat sich des Problems "Schadstoffe" bewusst ist. Leider wird auf die ursprüngliche Forderung nach regelmässigen Messungen nicht eingegangen. Aufgrund der Ausführungen des Gemeinderats ist jedoch nachvollziehbar, dass flächendeckende und regelmässige Messungen unverhältnismässig wären, dies gemäss der eidgenössischen und kantonalen Bestimmungen bezüglich Massnahmen zur Eindämmung von Schadstoffen (dazu gehören auch solche Messungen). Auch betreffend Punkt 2 (Forderung betreffend Information der Bevölkerung) verweist der Gemeinderat auf Bund und Kanton, welche Informationen anbieten. Meine Recherchen ergaben, dass sowohl der Kanton als auch das Bundesamt für Gesundheit und der Mieterverband tatsächlich Merkblätter sowie zusätzliche Auskünfte abgeben. Wenn es stimmt, dass allfällige Anfragen bei der Stadtverwaltung

an diese Stellen weitergeleitet werden - wie dies der Gemeinderat geltend macht - so kann auch in diesem Punkt dem Gemeinderat beigeplichtet werden. In diesem Sinn ist die Fraktion SP mit den Ausführungen des Gemeinderats einverstanden. Danke.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

121. Interpellation interpartis 20080381, Niklaus Baltzer, Groupe socialiste, Claire Magnin, Les Verts Bienne, "A5 - Que pense le Conseil municipal?"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 12)

Les interpellants ne sont pas satisfaits.

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Als diese Beantwortung anlässlich der Fraktionssitzung diskutiert wurde, entfuhr vielen Mitgliedern ein "Uff!" Insgesamt wurden in diesem Vorstoss nämlich 17 Fragen zur Haltung des Gemeinderats in Sachen A5 gestellt. Ich nehme an, dass es Ihnen heute Abend ähnlich ergeht. Ich möchte nicht auf alle in der Antwort zu findenden Fehler und Fehlerchen eingehen, sondern mich auf das Ende der Stellungnahme beschränken. Ich finde, das Durchhaltvermögen des Gemeinderats bei der Beantwortung der 17 Fragen war sehr beschränkt. Ich zitiere die Passage betreffend verkehrsflankierenden Massnahmen (4d). Die Frage lautete: *"Wie sehen allenfalls Grundsätze und Details des Konzepts aus? Welche konkreten verkehrsflankierenden Massnahmen sind vorgesehen?"* Der Gemeinderat schreibt in seiner Antwort lediglich, dass die Leitung für die Erarbeitung eines Konzepts beim Tiefbauamt des Kantons Bern liege. Schön ist, dass er auf den nachfolgenden Punkt eingeht und dazu schreibt: *"Ziel der Verkehrsstrategie ist letztlich die Entlastung des lokalen Strassennetzes, in dem der Verkehr auf die Umfahrungsautobahn gelenkt wird. Das Konzept sieht eine Einteilung des städtischen Strassennetzes in mehr oder weniger autonome "Taschen" (oder Einzugsgebiete) vor, die durch die Autobahnanschlüsse strukturiert werden. Die Anschlüsse sollen die Verkehrsflüsse auf sich lenken und ableiten und als Verbindung zwischen den "Taschen" fungieren."* Diese Antwort passt eigentlich schön auf die vorhergehende Frage. Hingegen fehlt die Überlegung dazu, was die Frage "Anschluss Bienne-centre ja oder nein?" für die konzeptionelle Arbeit bedeutet. Diesen Punkt hat der Gemeinderat geflissentlich übersprungen. Nun - vielleicht haben wir zu viele Fragen gestellt... Da ich aber in der Rolle des Fragenden, bzw. des Lehrers bin, der Noten verteilen muss, lautet mein Urteil zurzeit "ungenügend". Wir Interpellanten sind also von der Antwort des Gemeinderats nicht befriedigt. Wenn die Seriosität der Diskussion um die A5 auf dem Niveau dieser Antwort bleibt, so werden wir mit dem Projekt Mühe haben. Heute sieht die Situation anders als im April dieses Jahres aus, als wir die Fragen formulierten. Der Gemeinderat ist nicht mehr bloss Zuschauer, sondern Akteur, denn mit dem Auftrag des Kantons hat er eine andere Rolle erhalten, nämlich jene des Planers. Somit ist er in einer Exekutiv-Position. In diesem Sinn wird der Stadtrat inskünftig nicht einfach Zuschauer des Zuschauers sein, sondern auch legislative Aufgaben übernehmen müssen, das heisst anregende, bzw. motivierende oder eingreifende Aufgaben. Dazu habe ich eine Motion eingereicht (Motion 20090136 "A5-Westast mit Halbanschluss Bienne-Centre und Halbanschluss

Seevorstadt") und werde deshalb zu einem späteren Zeitpunkt nochmals auf das Thema zu sprechen kommen.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich bin froh, dass die 17 Fragen nicht wiederholt wurden. Als ungenügend wird beispielsweise die Note 3,8 bezeichnet. Diese könnte auf vier aufgerundet werden. Mit dieser Optik habe ich vor 30 Jahren gut gelebt. Es wurden viele Fragen aufgeworfen und der Gemeinderat bemühte sich, alle zu beantworten. Es gibt sehr wohl einen Zusammenhang zwischen den flankierenden Massnahmen und den Anschlüssen. Darauf möchte ich nicht in epischer Breite eingehen. Die Planung ist im Fluss. Sie haben einen weiteren Vorstoss eingereicht, welcher im Gemeinderat bereits behandelt wurde. Er wird vermutlich in der August-Sitzung des Stadtrats diskutiert werden. Ihre Bemerkung, wonach der Stadtrat jetzt eine Legislativ-Rolle innehat, ist etwas vorsichtig zu interpretieren. Der Bauherr ist nach wie vor der Kanton (zusammen mit dem Bund). Es stimmt, dass wir nicht nur eine Zuschauerfunktion innehaben, sondern uns auch einbringen können, aber die Leitung liegt nach wie vor beim Kanton. Die Stadt Biel kann lediglich Stellungnahmen abgeben. In meinen Augen ist die A5-Kommission namens des Stadtrats eine Art Filter. Diese ist ein beratendes Gremium, wird von Frau Liechti Gertsch geleitet und diskutiert eingehend über diese Fragen. Sie kann dem Gemeinderat Bericht erstatten. Der Kanton leitet deren Meinung dem Kanton weiter. Ich wage jedoch zu bezweifeln, dass die Legislative als Bauherr zuständig ist. Soweit meine Stellungnahme. Ich kann damit leben, wenn Sie nicht befriedigt sind...

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Pour terminer cette séance, nous devons encore prendre congé de Madame Kuhn. Cela fait toujours un pincement au cœur lorsque quelqu'un quitte cet hémicycle. Il est vrai, que parfois des raisons nous poussent à devoir prendre congé et à dire non à cette mission publique et politique. Après environs trois ans et demi passés au Conseil de ville, vous avez décidé de nous quitter pour des raisons professionnelles. Au nom du Bureau du Conseil de ville et du Conseil de ville, je vous souhaite plein succès pour vos prochaines activités. Évidemment, nous regrettons votre départ.

122. Discours d'adieux

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste remercie chaleureusement Nina Kuhn, une jeune femme engagée. Elle a à cœur que la politique soit accessible pour toutes et tous, spécialement pour les jeunes. Nous regrettons le départ d'une militante avec qui il est intéressant et plaisant de débattre et de refaire le monde. Merci Nina pour ton engagement. Nous te souhaitons tout le meilleur pour la suite.

Kuhn Nina, SP: Liebe Frau Moeschler, liebe Émilie, ich bedanke mich für die netten Worte. Es ist nicht so einfach, den Stadtrat zu verlassen... Die äusseren Umstände, d.h. mein Studium, haben mir den Entscheid vorgegeben, das macht es einfacher. Ich habe eine lehrreiche und sehr spannende Zeit im Stadtrat erlebt. Ich werde sowohl die Arbeit in der Fraktion als auch jene im Stadtrat vermissen. Nun wünsche ich Ihnen viele weitere spannende Diskussionen und gute Lösungen für die Stadt Biel. Danke.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Ainsi, je clos cette séance et vous souhaitez une bonne rentrée chez vous.

123. Nouvelles interventions

20090210	Postulat urgent Charlotte Garbani / Anna Tanner, Groupe socialiste	PRA
	Quel avenir pour les apprentis sortant de l'Administration municipale? Welche Zukunft für Lernende, die die Stadtverwaltung verlassen?	--
20090211	Motion Alain Nicati, Groupe Forum	SID
	Comptes et budgets d'Energie Service Biel/Bienne (ESB) Rechnungen und Budgets von Energie Service Biel/Bienne (ESB)	FIN
20090212	Postulat Fatima Simon, Les Verts Bienne	BSK
	Offrir des places de cinéma à moitié prix à tous les étudiants biennois dès 12 ans Allen Studenten ab 12 Jahren Kinobillets zum halben Preis anbieten	--
20090213	Postulat Fatima Simon, Les Verts Bienne	BSK
	Transports publics gratuits pour les enfants et les jeunes biennois de moins de 16 ans Kostenloser öffentlicher Verkehr für Bieler Kinder und Jugendliche unter 16 Jahren	BAU
20090214	Postulat Fatima Simon, Les Verts Bienne	BSK
	Offrir des places de cinéma à moitié prix aux retraités biennois à bas revenus Allen Bieler Pensionierten mit geringen Einkommen Kinobillets zum halben Preis anbieten	--
20090215	Postulat Fatima Simon, Les Verts Bienne	BSK
	Entrée gratuite à la plage pour les enfants biennois jusqu'à 16 ans issus de familles à bas revenus Kostenloser Eintritt ins Strandbad für alle Bieler Kinder bis 16 Jahre aus Familien mit geringen Einkommen	PRA

- 20090216 Postulat Fatima Simon, Les Verts Bienne** **BSK**
Fournir gratuitement des abonnements des transports publics aux retraités biennois à bas revenus BAU
Allen Bieler Pensionierten mit geringen Einkommen
kostenlose
ÖV-Abonnements schenken
- 20090217 Interpellation Muriel Beck Kadima, Grüne Biel** **PRA**
Gleichstellung von Frauen und Männern --
Égalité entre hommes et femmes

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22.40 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Olivier Ammann

Le chancelier a.i. / Der Stadtschreiber a.i.:

Pio Pagani

Protokoll:

Therese Käppeli

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Carole Aeschlimann

Claire-Lise Kirchhof